

cyberpresse.ca

LA PRESSE

ROGER FEDERER



TENNIS FEDERER SURPRIS EN FINALE DU MASTERS

SPORTS PAGE 6

L'ADQ PRÔNE UN SYSTÈME JUDICIAIRE PLUS SÉVÈRE

Les troupes de Mario Dumont veulent serrer la vis aux récidivistes

MARIO GIRARD

Après avoir martelé l'idée d'un système à deux vitesses dans le domaine de la santé, les 250 membres de l'Action démocratique du Québec réunis en

conseil général tout le week-end se sont attaqués au système judiciaire québécois, qu'ils souhaitent plus sévère en matière de règles de détention.

Par exemple, après deux con-

damnations pour une infraction contre la personne, un criminel ne devrait plus, selon eux, être admissible à une libération conditionnelle.

Insatisfaits de la portée de la proposition originale, qui préco-

nisait un maximum de trois condamnations, les membres ont adopté un amendement pour la rendre encore plus musclée.

► Voir ADQ en page A12

SÉRIE
LA CHASSE
AUX BACTÉRIES
4. LE CHOC
CULTUREL
PAGES A2 ET A3

LIVRES
DEUX PRIX DE
LITTÉRATURE
JEUNESSE
AU SLM
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

NOUVEAUTÉ
CARCASSES
ANIMALES
TRANSFORMÉES
EN CARBURANT
LA PRESSE AFFAIRES
PAGE 1

HONDA FIT
PETITE MAIS
AMBITIEUSE
L'AUTO PAGE 1



Éric Lapointe rapproche les Alouettes de la Coupe Grey



Le demi offensif Éric Lapointe (5) a été la grande vedette des Alouettes, hier après-midi à Toronto, en marquant trois touchés. Il a permis aux siens de vaincre les Argonauts de Toronto 33 à 17, en finale de l'Est de la Ligue canadienne de football. Les Alouettes disputeront la Coupe Grey aux Eskimos d'Edmonton dimanche prochain au B.C. Place de Vancouver. Nos informations dans le cahier Sports, pages 1 à 3.

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
« Losers !!! Je parle des joueurs du Canadien, ce week-end ! »
- Pierre Pettigrew

SOMMAIRE

Astrologie du jour	ACTUEL 9
Bandes dessinées	ACTUEL 6
Bridge	ACTUEL 9
Décès	ACTUEL 10
Forum	A 16 et 17
Horaires télévision	ARTS 2
Loteries	A 7
Monde	A 13 et 15
Mots croisés	ACTUEL 6 et 9
Mot mystère	ACTUEL 6
Observateur	ACTUEL 7
Petites annonces	ACTUEL 7 et AFFAIRES 4
Quoi faire	ACTUEL 5

Météo
Nuageux avec averses, maximum 8, minimum 0, plus de détails en page SPORTS 8

Ottawa s'apprête à investir 4,6 milliards pour moderniser l'armée de l'air

STEPHEN THORNE
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral devrait annoncer demain l'achat de 16 avions de transport, une dépense de 4,6 milliards de dollars, a appris la Presse Canadienne.

Même si les représentants du secteur industriel de l'aéronautique soutiennent le contraire, le processus accéléré et simplifié d'appel d'offres sera ouvert à tous, assurent les fonctionnai-

res. Selon eux, au moins deux compagnies — Airbus et Lockheed Martin — seraient intéressées.

Cet achat a ceci de remarquable qu'il faisait partie d'un projet de plus grande envergure qui avait été mis sur les tablettes, il y a une semaine, parce que, à la veille du déclenchement possible d'élections fédérales, on le considérait comme de la dynamique politique.

► Voir ARMÉE en page A8

Sharon rompt avec le Likoud

Avec le soutien d'une quinzaine de députés, le premier ministre d'Israël pourrait fonder un nouveau parti

MARIUS SCHATNER
AGENCE FRANCE-PRESSE

JÉRUSALEM — Peu près avoir été lâché par ses alliés travaillistes, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, s'est décidé à rompre avec son parti, le Likoud (droite), et doit l'annoncer aujourd'hui.

La nouvelle n'a pas été encore confirmée officiellement, mais elle ne faisait aucun doute hier soir pour les médias et la classe politique, qui s'attendaient à une scission.

En effet, le premier ministre, né en 1928, fait face à une forte oppo-

sition au sein de son parti, de la part du camp des durs, qui ne lui a pas pardonné son plan de retrait de la bande de Gaza, réalisé en septembre.

M. Sharon devrait remettre sa démission aujourd'hui au président de l'État, Moshe Katzav, et demander une dissolution du Parlement en vue d'élections anticipées.

Dans ce cas, les élections devraient se tenir dans les 90 jours selon la loi, sauf si le Parlement élit un autre premier ministre à sa place, ce qui est hautement improbable.

► Voir SHARON en page A12

CERTIFIÉ ÉTOILE **D'OCCASION**

Certifiés Étoiles
Véhicules d'occasion de Mercedes-Benz

Vous ne voyez pas la différence ?
Seul un véhicule Certifié Étoile inclut :

- Certification suite à une inspection en 150 points
- Garantie de jusqu'à 6 ans ou 120 000 km
- Assistance routière 24 h sur 24
- Pièces de rechange Mercedes-Benz d'origine uniquement
- Historique complet de l'entretien
- Recherche en ligne et service de notification électronique à certifiesetoiles.ca

La confiance : de série chez tout concessionnaire Mercedes-Benz.

VÉHICULES D'OCCASION CERTIFIÉS ÉTOILES
FINANCEMENT À PARTIR DE **2,9 %***
FINANCEMENT OFFERT PAR **Crédit Mercedes-Benz**

SÉRIE LA CHASSE AUX BACTÉRIES

4. LE CHOC CULTUREL

COLLECTIF EN VUE

Une preuve difficile à faire

Selon M^e Ménard, les infections nosocomiales ne sont pas prises au sérieux dans un grand nombre d'établissements de santé. « Tous nos clients nous rapportent constamment des histoires d'infirmières qui ne se lavent pas les mains ou qui ne se gantent pas avant de toucher à une plaie, de médecins qui vont d'un patient à l'autre sans prendre de précautions, de chambres malpropres et de salles de bains où il reste des traces de matières fécales par terre. »

L'avocat admet qu'il est « très difficile » de faire la preuve qu'une infection contractée à

de bien des façons. « On est capable de prouver la faute de temps en temps, mais dans la

« On est capable de prouver la faute de temps en temps, mais dans la grande majorité des cas, et sans vouloir faire de jeu de mots, on est incapable de mettre le doigt sur le bobo. »

l'hôpital découle d'une faute du personnel. Après tout, les bactéries sont invisibles et voyagent

grande majorité des cas, et sans vouloir faire de jeu de mots, on est incapable de mettre le doigt

sur le bobo. » Malgré tout, M^e Ménard pense que l'épidémie de *C. difficile*, qui a fait des centaines de morts, se classe à part. « Dans le cas du *C. difficile*, il y a carrément eu une mauvaise gestion du système de santé. Personne n'a fait le travail qu'il aurait dû faire. (...) Au ministère, on gère les données de façon archaïque. On a appris qu'il y avait un problème après qu'il y ait eu plusieurs milliers de malades. » M^e Ménard estime que le Qué-

bec devrait s'inspirer de la France, où c'est à l'hôpital de prouver que toutes les précautions nécessaires ont été prises pour éviter que ses patients ne soient infectés.

« Au Québec, il manque clairement d'imputabilité. À mon avis, la manière dont la direction de la santé publique traite les infections, c'est un fiasco total. Les gestionnaires font des discours, ils proposent des plans et tout, mais cela n'avance pas, la culture ne change pas. Il n'y a rien qui bouge. »



Jean-Louis Richard a contracté la bactérie *C. difficile* après avoir été opéré pour un cancer du poumon à l'hôpital Notre-Dame. Sa vie est devenue un cauchemar.

PHOTO PATRICK SANSFAÇON, LA PRESSE

Employé d'entretien, un métier pris au sérieux

AGNÈS GRUDA ET ISABELLE HACHEY

Il y a quelques années, Yvan Castonguay, directeur du service de la salubrité à la Cité de la Santé, à Laval, a revêtu les habits des employés d'entretien et passé la journée à passer la vadrouille.

« J'ai été complètement ignoré, il n'y avait aucun respect pour mon travail », se rappelle-t-il.

Depuis la crise du *Clostridium difficile*, les choses ont changé. « Les employés d'entretien ne sont plus des mopeux, mais des préposés à la salubrité. C'est devenu un métier. Ils doivent connaître les produits de désinfection et les concentrations nécessaires. »

Mais les préposés à l'entretien ont-ils été formés pour ces nouvelles responsabilités ?

L'institut Philippe-Pinel, où sont hospitalisés des hommes souffrant de maladies mentales, offre une certification maison pour ses employés d'entretien. À la fin du processus, ils sont soumis à un test ultime : désinfecter une chambre devant leur « patron », Paul-Émile Trudeau.

« C'est pour simuler la pression qu'ils vont subir lorsqu'ils vont arriver devant un médecin ou des infirmières », explique M. Trudeau. Ces hommes qui n'ont souvent qu'un diplôme de cinquième secondaire doivent apprendre à imposer leur autorité au personnel médical.

D'autres hôpitaux ont mis au point leur formation maison. Mais dès janvier, les futurs préposés à la salubrité auront accès à un nouveau programme, dispensé au collège de Shawinigan. Le cours, intitulé *Hygiène et salu-*

brité en entretien sanitaire, s'adresse aux diplômés du secondaire et n'existe nulle part ailleurs au Québec. Il s'agit d'une attestation d'étude collégiale d'une durée d'un an.

Alice Guillemette, enseignante en soins infirmiers, a eu l'idée de cette formation en regardant le bulletin télévisé, un soir d'automne 2004, en pleine crise de *C. difficile*. « Je n'en ai pas dormi de la nuit ! Le lendemain, j'en ai parlé à la direction du collège. »

Il était plus que temps qu'un tel programme voie le jour, estime M^{me} Guillemette. « En ce moment, les préposés à l'entretien n'ont absolument aucune connaissances. La bactérie *C. difficile*, ils ne savent tout simplement pas ce que c'est. En suivant ce cours, ils auront une formation spécifique et pourront faire leur travail sans risque dans les unités d'isolement. »



Depuis la crise du *C. difficile*, les employés d'entretien ne sont plus des mopeux, mais des préposés à la salubrité, bénéficiant, bientôt, d'une formation adéquate.

PHOTO JESSICA GARNEAU, IMACOM

Un palmarès des hôpitaux ?

ISABELLE HACHEY

Faut-il forcer les hôpitaux à rendre publics leurs taux d'infections pour permettre aux patients d'éviter les établissements les plus touchés ?

Sans aucun doute, répond Jacques Besson, président de l'Association pour la défense des victimes d'infections nosocomiales. « Après tout, c'est la vie des patients qui est en jeu. Le public paie, il a le droit de savoir si les soins qu'il reçoit sont sûrs ou pas. Faudra-t-il une autre épidémie de *C. difficile* pour qu'on se décide ? »

Dans le milieu de la santé, toutefois, l'idée de créer un « palmarès des hôpitaux » suscite la même controverse que le fameux « palmarès des écoles » de *L'actualité*. Et soulève les mêmes arguments.

« Le problème, c'est que le type de patients est différent pour chaque hôpital, dit le Dr Pierre Saint-Antoine, responsable de la prévention des infections au CHUM. À Notre-Dame, par exemple, les interventions sont plus complexes, les cas sont plus lourds et les patients, plus à risque. »

Le Dr Jacques Pépin, de Sherbrooke, souligne par ailleurs que les Québécois ont rarement la possibilité de « magasiner » leur hôpital.

« Si vous devez être opéré pour une prothèse de la hanche et que vous voulez changer d'hôpital, vous retomberez en bas de la liste d'attente et vous devrez attendre encore des mois avant d'être opéré. En pratique, les citoyens n'ont pas vraiment le luxe de choisir, surtout en région. »

LES INFECTIONS NOSOCOMIALES

Principales infections : Clostridium difficile, staphylocoque doré résistante à la méthicilline (SARM), entérocoque résistant à la vancomycine (ERV) et, les plus fréquentes, les infections urinaires. Les infections nosocomiales sont parfois reliées à l'utilisation d'antibiotiques.

Proportion de patients qui contractent une infection à l'hôpital : 10 %.

Nombre d'infections contractées chaque année : 80 000.

Taux de mortalité probable : 5 %.

Nombre de morts par an : 4000.

Coûts pour l'État : 180 millions.

Taux d'infections évitables : 30 %

Cherchez l'infirmière...

AGNÈS GRUDA

Pour combattre les infections nosocomiales, les hôpitaux devraient embaucher une infirmière spécialisée pour 133 lits, recommande un rapport sur les maladies contractées à l'hôpital, signé par Léonard Aucoin.

Fort bien, mais où les trouver ? « Ce n'est pas facile », dit l'infectiologue de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, Ewa Sidorowicz. Cet établissement a récemment ouvert un poste d'infirmière en prévention des infections. Mais à peine trois infirmières ont posé leur candidature. Et pas une seule n'avait la formation requise. « Les infirmières épidémiolo-

gistes, c'est une denrée rare. Et pour en former une, cela prend plusieurs semaines, quand ce n'est pas des mois », dit M^{me} Sidorowicz.

Pour pallier cette lacune, l'Institut national de la santé du Québec offre, dès cet automne, des sessions de formation de 80 heures étalées sur deux semaines à une quarantaine d'infirmières qui s'occupent déjà de prévention dans des hôpitaux.

Ces infirmières surveillent les pratiques quotidiennes, forment les autres infirmières, mesurent jour après jour les besoins de l'hôpital. Selon Isabelle de Corre, infectiologue à l'hôpital Charles-LeMoine, elles sont au coeur de la grande chasse aux bactéries.

SANTÉ

GRIPPE AVIAIRE

Le cas découvert en C.-B. n'est pas mortel

60 000 volailles seront néanmoins abattues à titre préventif et des fermes mises en quarantaine

TERRI THEODORE
PRESSE CANADIENNE

ABBOTSFORD, C.-B. — Le cas de grippe aviaire découvert dans un poulailler de Colombie-Britannique ne correspond pas à une variété mortelle, mais environ 60 000 volailles de la ferme seront abattues à titre préventif, ont annoncé hier des autorités de santé publique.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments a précisé que l'infection détectée vendredi dans cet élevage d'oies et de canards de Chilliwack, en banlieue de Vancouver, est différente de l'épidémie qui frappe les oiseaux en Asie.

Le vétérinaire Cornelius Kiley a indiqué que le virus H5 trouvé dans le canard s'avère d'un sous-type nord-américain faiblement pathogène.

ne. « Cette confirmation démontre que nous avons affaire à un virus qui peut provoquer une maladie bénigne (chez les oiseaux), voire n'en provoquer aucune », a dit M. Kiley, qui travaille pour l'agence.

Les autorités fédérales ont tenté de rassurer les citoyens durant le week-end.

Le virus H5 trouvé dans le canard s'avère d'un sous-type nord-américain faiblement pathogène.

Selon elles, le sous-type relevé en Colombie-Britannique et les résultats positifs démontrant la présence du H5N1 chez deux canards sauvages au Manitoba ne représentent pas une menace à la santé publique. « Je tiens à souligner que le sous-type H5N1 détecté au Manitoba est complètement différent de la souche présente actuellement en Asie », a dit le vétérinaire en chef du Canada, le Dr Brian Evans, au dévoilement des résultats.

« (...) Ce virus, qui a été relevé auparavant chez d'autres oiseaux en Amérique du Nord, ne représente aucun risque pour la santé humaine », a ajouté la directrice de la section des maladies respiratoires à l'Agence de la santé publique du

Canada, la Dre Arlene King.

Le potentiel pathogène des virus de grippe aviaire d'un même sous-type peut varier grandement.

Les 60 000 oiseaux de la ferme britannico-colombienne, des canards pour la plupart, seront abattus décemment à titre préventif. Quatre autres fermes de la région ont été mises en quarantaine.

L'abattage sera effectué conformément à un plan de réponse mis sur pied après l'éruption de la grippe aviaire dans la vallée de Fraser en 2004.

Quelque 17 millions d'oiseaux avaient alors été abattus.

M. Kiley a affirmé qu'il était nécessaire d'abattre les oiseaux de Chilliwack en raison des risques de mutation du virus.

Les virus H5N1 découverts au Manitoba ont été isolés dans deux canards dans le cadre d'un premier programme pancanadien de surveillance destiné à déterminer quels sont les virus transportés par les canards sauvages.

Des virus H5N1 avaient été découverts plus tôt en Amérique du Nord, plus récemment dans une volaille domestique au Michigan (É.-U.) en 2002, a rappelé M. Evans.

Il a ajouté que les virus colportés par les oiseaux qui suivent des tracés migratoires dans les Amériques sont génétiquement distincts de



PHOTO CHUCK STOODY, PC ©

La porte-parole de la Fraser Health Authority, Gilian Arsenault, a répondu aux questions des journalistes en compagnie du vétérinaire Cornelius Kiley, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

ceux relevés en Europe et en Asie. Par ailleurs, les Nations unies ont annoncé hier la création d'un système d'alerte précoce pour suivre les vols des oiseaux migrateurs afin de mieux déterminer la menace de grippe aviaire dont ils peuvent être porteurs.

Ce système, qui n'est que partiellement financé, vise à tracer les routes empruntées par les oiseaux et à

identifier précisément les régions où les populations locales ont le plus de risques d'être infectées par des espèces déjà atteintes.

« Le système vise à alerter les autorités sur les différents continents que des oiseaux migrateurs sont en route », a expliqué l'ONU dans un communiqué publié à Nairobi, siège du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Mise au point

Leucan

L'activité-bénéfice en faveur de Leucan, tenue le 30 octobre dernier au siège social du Cirque du Soleil, a permis d'amasser plus de 1,1 million de dollars. Un montant erroné a été publié dans notre numéro d'hier. Nos excuses.

L'attraction 2006 est arrivée

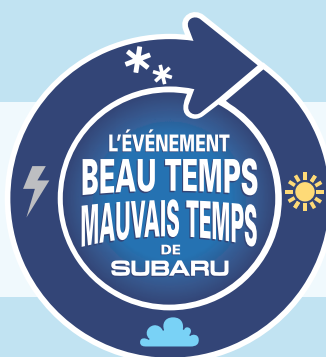


Financement à l'achat à partir de **2,8%**¹

La première de sa classe 2006 comme utilitaire sport compact.³

Forester 2.5x 2006
27 995\$⁴

- Traction intégrale symétrique
- Climatisation
- Rétroviseurs extérieurs dégivrants
- Transmission manuelle 5 vitesses et beaucoup plus...



Financement à l'achat à partir de **3,8%**²

Le premier utilitaire sport familial au monde

- Traction intégrale symétrique
- Sièges avant chauffants
- Système de sécurité antivol avec antidémarrage électronique
- Transmission manuelle 5 vitesses et beaucoup plus...

Outback 2.5i familiale 2006
32 995\$⁴

500\$⁵
d'essence gratuite à l'achat ou à la location d'une Impreza 2.5RS berline 2005



Traction intégrale symétrique

Offre spéciale

Impreza 2.5RS berline 2005 5 vitesses

21 495\$⁶

Financement à l'achat à partir de **0%**⁷

Roulez partout, par tous les temps.

www.subaru.ca

JOLIETTE SUBARU
JOLIETTE

SUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNY

LACHUTE SUBARU
BROWNSBURG

SUBARU SAINT-JÉRÔME
SAINT-JÉRÔME

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHE

SUBARU AUTO CENTRE
MONTRÉAL

CONCEPT AUTOMOBILES
GRANBY

JOHN SCOTTI SUBARU
SAINT-LÉONARD

CARREFOUR SUBARU AUTO
SAINTE-ROSE, LAVAL

SUBARU RIVE-SUD
GREENFIELD PARK

SUBARU DE LAVAL
ADM AUTOMOBILES

SUBARU DES SOURCES
DOLLARD DES ORMEAUX

Traction intégrale



SUBARU

(1) Possibilité de financement à l'achat à partir de 2,8 % minimum sur le modèle Forester 2.5X 2006 5 vitesses. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. (2) Possibilité de financement à l'achat à partir de 3,8 % sur le modèle Outback 2.5i familiale 2006 5 vitesses. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. (3) Référence: Guide de l'Auto 2006. (4) Pour les modèles Forester 2.5X 2006 5 vitesses (6J1X0) et Outback 2.5i Familiale 2006 5 vitesses (6D1UL): prix de détail suggéré par le fabricant. Taxes, transport et préparation (1395 \$) en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client), assurances, taxes sur les pneus neufs (15 \$) et autres taxes en sus. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. (5) Une carte d'essence prépayée Pétro-Canada d'une valeur de 500 \$ sera remise en prime à l'achat ou à la location d'un véhicule de modèle Impreza 2.5RS berline 2005 5 vitesses (5F1RS) ou automatique (5F2RS) acheté et livré entre le 1er et le 30 novembre 2005. La carte expirera 2 ans après la date de l'achat ou de la location du véhicule. La carte ne peut être échangée contre de l'argent. (6) Pour le modèle Impreza 2.5RS berline 2005 5 vitesses (5F1RS): prix de vente spécial. Taxes, transport et préparation (1395 \$) en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client), assurances, taxes sur les pneus neufs (15 \$) et autres taxes en sus. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. (7) Possibilité de financement à l'achat à partir de 0% sur le modèle Impreza 2.5RS berline 2005 5 vitesses. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. Offres valables jusqu'au 30 novembre 2005. Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru participant.



YVES BOISVERT

Pelletier, Martin et l'équité

Quelle ironie, tout de même. Le gouvernement Martin congédie Jean Pelletier en 2004 pour les mauvaises raisons. Et voici que la Cour lui ordonne de lui rendre son poste de président du conseil de Via Rail... au moment où on aurait d'excellentes raisons de l'écarter.

La décision du juge Simon Noël, de la Cour fédérale, rendue vendredi, sera portée en appel. Mais même si le jugement est confirmé, il est impensable que Jean Pelletier revienne diriger le conseil d'administration de la compagnie de chemins de fer.

C'est impensable politiquement, parce que le gouvernement Martin n'acceptera jamais de réinstaller l'ancien chef de cabinet de Jean Chrétien. Ce l'est également moralement, vu le mépris qu'il a montré pour les règles de la fonction publique dans l'affaire des commandites. Le gouvernement a des raisons claires de ne pas avoir confiance en Jean Pelletier.

Car il est faux de prétendre, comme certains le font, que le juge Gomery a donné sur M. Pelletier une opinion qui ne reposait sur aucune preuve, sinon

le témoignage de Chuck Guité. Pour qui se donne la peine de lire le rapport en entier — et pas seulement le résumé — la démonstration est difficilement contestable : Jean Pelletier a plus qu'une responsabilité politique dans le scandale des commandites. Il a permis à Chuck Guité de fonctionner en dehors de tout contrôle de ses supérieurs. Il a fait bien plus que de

Le gouvernement a des raisons claires de ne pas avoir confiance en Jean Pelletier.

donner de vagues conseils politiques. Sans participer à la fraude, bien sûr, il dirigeait le programme, il en était le sous-ministre sans le titre.

Mais si Jean Pelletier ne mérite pas de revenir chez Via maintenant, il ne méritait pas ce qu'on lui a fait à l'hiver 2004.

On est en février 2004. Paul Martin est premier ministre depuis trois mois à peine. La vérificatrice générale publie son rapport sur le programme de commandites. L'essentiel de ce que va établir la commission Gomery est là, moins le financement

illégal du Parti libéral, qu'on subodore néanmoins. Paul Martin est pris de panique devant l'ampleur de la colère publique. Il fait le tour du pays en déchirant cinq, six chemises par jour.

Il fallait évidemment envoyer très vite le message qu'une « nouvelle administration » était en place, comme on dit dans les restaurants fermés pour cause de malpropreté.

On crée la commission Gomery pour aller « au fond des choses ». On congédie ou suspend un certain nombre de dirigeants de sociétés d'État liés à l'ancien régime, pour mauvaise gestion. On congédie l'ex-ministre devenu ambassadeur, Alfonso Gagliano, irrémédiablement lié au scandale.

Mais Jean Pelletier ? Candidat évident pour la purge, on n'avait alors rien de précis à lui reprocher à titre de président du CA de Via, et son rôle dans les commandites n'était pas établi dans le détail.

Et voilà qu'arrive Myriam Bédard. La double championne olympique a travaillé un an au marketing à Via. Elle dit avoir été

envoyée en stage chez Groupaction, et avoir été congédiée parce qu'elle posait trop de questions. Elle y va aussi de déclarations assez divertissantes sur divers sujets, du trafic de drogue à la guerre en Irak.

En entrevue à *La Presse*, Jean Pelletier la traite carrément de menteuse le 27 février. Mais il ne s'arrête pas là.

Il dit qu'elle fait pitié, qu'elle est une mère sans conjoint, qu'elle a un gros ego, bref, une série de remarques paternalistes, pour ne pas dire sexistes et méprisantes.

On comprendra par la suite, à l'audition de la conversation avec le journaliste de *La Presse*, qu'il ne s'attendait pas à ce que ces commentaires soient publiés tels quels. Il insistait pour que le journaliste épargne la « pauvre fille ». Mais la conversation n'était nullement *off the record* et les propos reproduits étaient bien les siens. Le jour même de la publication, M. Pelletier présente ses excuses.

C'était un vendredi. Le lundi matin, M. Pelletier reçoit un appel du ministre Tony Valeri qui lui dit qu'« une décision sera prise » à son sujet. On ne lui demande aucune explication. On le rappelle pour lui dire qu'il est

suspendu. Dix minutes plus tard, nouveau coup de fil : il est plutôt congédié. Congédiement qu'il a contesté en Cour.

Ses propos étaient certes déplacés, mais il est clair que le gouvernement avait enfin trouvé son prétexte pour s'en débarrasser.

Le juge Noël ne se prononce pas sur le bien-fondé de ce congédiement. Ni sur la véracité des propos de Myriam Bédard — qu'un rapport a totalement contredit par la suite. Ce n'est pas son rôle.

Le juge observe simplement que l'équité minimale n'a pas été respectée : on n'a jamais dit à M. Pelletier ce qu'on lui reprochait, ni ce qu'il risquait ; et surtout, on ne lui a jamais donné l'occasion de s'expliquer. Le congédiement est illégal pour cela.

Finalement, les gens du bureau de Paul Martin viennent de se faire dire que l'obligation d'« agir équitablement » s'applique même aux ennemis politiques, même (surtout !) lorsqu'on prétend les congédier pour des actes ou des paroles inéquitable...

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca

Élections : l'opposition s'en tient à sa stratégie

NATHAËLLE MORISSETTE

Impatient d'en découdre avec les libéraux, le leader parlementaire du Parti conservateur, Peter Mackay, a ouvert la porte à la possibilité de provoquer la chute du gouvernement avant le 28 novembre. Un scénario aussitôt rejeté par son chef, Stephen Harper.

Ainsi, M. MacKay n'a pas caché sa hâte de se retrouver en campagne avant le 28 novembre, date prévue par les trois partis de l'opposition pour renverser le gouvernement. « Nous n'écarterons aucune possibilité », a-t-il déclaré hier à l'occasion de l'émission *Question Period*, diffusée sur les ondes du réseau CTV. Le député conservateur a toutefois tenu à préciser que son parti ira de l'avant seulement si les néo-démocrates et les bloquistes lui donnent le feu vert.

Or, à peine quelques heures après que le député de la Nouvelle-Écosse eut tenu de tels propos, le chef conservateur a senti le besoin de faire une mise au point par voie de communiqué. M. Harper a en effet réitéré son intention de respecter la stratégie élaborée la semaine dernière

par les trois partis d'opposition qui vise d'abord à proposer un compromis au premier ministre Paul Martin en lui enjoignant de dissoudre le Parlement en janvier pour tenir un scrutin autour du 13 février. Les libéraux ont balayé cette stratégie du

janvier. Les politiciens ne risquent toutefois pas d'aller cogner à la porte des électeurs pendant la période des Fêtes puisqu'il pourrait y avoir une trêve entre le 23 décembre et le 2 janvier.

Si tout se passe comme prévu, la motion provoquera la chute du gouvernement. Des élections pourraient donc avoir lieu le 9, le 16 ou le 23 janvier.

revers de la main à maintes reprises. « J'ai discuté du calendrier parlementaire de cette semaine avec MM. Layton et Duceppe, a déclaré Stephen Harper. Le 21 novembre, mon parti votera en faveur de la motion du NPD (...). Si la motion est adoptée et si le gouvernement refuse de respecter la volonté du Parlement, je présenterai une motion de censure le jeudi 24 novembre, et cette motion sera soumise au vote le lundi 28 novembre. »

Si tout se passe comme prévu, la motion provoquera la chute du gouvernement. Des élections pourraient donc avoir lieu le 9, le 16 ou le 23

Le Bloc et le NPD respectent le plan

Pour leur part, le NPD et le Bloc québécois persistent et signent : pas question de déroger à l'entente conclue avec le Parti conservateur. De cette façon, le NPD veut s'assurer que la rencontre des premiers ministres avec les chefs autochtones, qui s'ouvrira jeudi à Kelowna en Colombie-Britannique, se déroule comme prévu. « Il y a une entente sur la table », a rappelé le leader parlementaire du NPD, Libby Davies, qui participait également à l'émission *Question Period*. Même son de cloche du côté du

Bloc québécois. Le chef bloquiste, Gilles Duceppe a réitéré son intention de s'en tenir au calendrier qu'il a établi en collaboration avec MM. Harper et Layton. « Bien sûr que nous allons respecter notre engagement, a-t-il assuré. Nous avons promis d'appuyer la motion du NPD. »

Déterminée à gouverner le plus longtemps possible, la vice-première ministre Anne McLellan a tué dans l'oeuf les rumeurs voulant que les libéraux prorogent les travaux de la Chambre pour éviter des élections. « Nous avons été élus pour gouverner », a-t-elle souligné.

Baisses d'impôts

Par ailleurs, un autre vote de confiance, portant sur la mise en oeuvre des baisses d'impôts annoncées la semaine dernière par le gouvernement Martin, devrait avoir lieu en Chambre aujourd'hui. Les chances que les libéraux soient défaits sur cette question sont plutôt minces puisque le NPD et le Bloc québécois ont signifié leur intention de voter avec le gouvernement sur cette motion.

Les conservateurs jonglent toutefois avec l'idée de voter contre cette motion. « Nous sommes en train de reconsidérer notre appui, a mentionné hier le porte-parole de Stephen Harper, Dimitri Soudas. Nous sommes en faveur des baisses d'impôts, mais nous avons d'autres moyens pour y arriver », s'est-il contenté de répondre.

Avec le déclenchement imminent de la campagne électorale, les partis politiques aux Communes peaufineront leur stratégie cette semaine et compléteront les préparatifs en vue du prochain scrutin.

D'ailleurs, M. Duceppe a rencontré hier matin le nouveau chef du Parti québécois, André Boisclair, afin de sceller la collaboration entre les deux partis pour les élections fédérales à venir.

Le premier ministre Martin se rendra jeudi en Colombie-Britannique pour prendre part à la rencontre des premiers ministres et des chefs autochtones.

M. Martin devrait annoncer des dépenses qui se situent entre trois et quatre milliards de dollars afin d'améliorer les conditions de vie des autochtones.



ES 330 2006

COMMENT UNE VOITURE AUSSI SILENCIEUSE PEUT-ELLE EN DIRE AUTANT SUR VOUS?

LOCATION 48 MOIS
398\$ / MOIS
3,9%*

GABRIEL LEXUS
3303, CÔTE DE LIESSE, ST-LAURENT
(514) 747-7777
VENTES@GABRIEL.LEXUS.CA

PRESTIGE LEXUS
5770, BOUL. TASCHEREAU, BROSSARD
(450) 923-7777
VENTES@PRESTIGE.LEXUS.CA

SPINELLI LEXUS
561, BOUL. ST-JOSEPH, LACHINE
(514) 634-7171 1 800 352-6111
VENTES@SPINELLI.LEXUS.CA

VIMONT LEXUS
255, BOUL. ST-MARTIN EST, LAVAL
(450) 668-2710 1 800 625-3987
VENTES@VIMONT.LEXUS.CA

LEXUS
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

3358005A
3358006

3,9% à la location d'un véhicule Lexus ES 330 2006 Suffice. D. - Acompte ou échange équivalent. 6846\$. Mensualité de location de 48 mois de 398\$ sur approbation de crédit. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et ne peut être combinée à aucune autre offre. Limite de kilométrage : 24000 km par an. Frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,05 \$ par plus de détails. L'offre prend fin le 30 novembre 2005. Le modèle peut être monté avec un équipement en option. *Taxes, immatriculation et assurances en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

FAITS ET GESTES

L'«INFOBÉSITÉ»

Cellulaire, courriel, téléavertisseur, boîte vocale, Internet et autres accaparent beaucoup de temps.

La surcharge d'informations, surnommée «infobésité», est devenue un fléau de l'ère informatique. Un travailleur moderne est interrompu à toutes les huit minutes ou 50 à 60 fois par jour. Ces interruptions sont pour la plupart futiles, selon des

chercheurs, et font perdre environ trois heures chaque jour. La solution préconisée n'est pas technologique mais bien humaine : tout fermer durant un certain temps !
— François Berger

Sources : CEFRIQ; The Productivity Institute

Du camping pour l'école



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Non, ces gens n'attendent pas l'ouverture d'un guichet en vue d'un concert rock. Ce sont des parents qui n'ont pas hésité à passer la nuit devant l'école FACE (Formation artistique au cœur de l'éducation) afin de pouvoir obtenir une place pour leur enfant l'année prochaine. Certains sont là depuis vendredi. En début de soirée hier, une vingtaine de tentes étaient érigées devant l'école. On s'attend à ce qu'une centaine de parents déposent aujourd'hui leur dossier d'admission selon le principe du « premier arrivé, premier servi ». Située rue Université, FACE offre une école à vocation artistique qui accueille les élèves de la maternelle à la cinquième secondaire dans quatre programmes : théâtre, musique instrumentale, musique chorale et arts plastiques.

Solde Spinelli Lexus
SOYEZ PRÊTS POUR L'HIVER
Peu importe où vous serez

GS300 RWD 2006 **498\$ /m**

IS250 AWD 2006 **467\$ /m**

RX330 AWD 2006 **438\$ /m**

Édition limitée Pebble beach
SC430 2006 **1193\$ /m**
Seulement 40 au Canada

OPPORTUNITÉS LEXUS 2005

SC430	2005	2 en inventaire
RX330	2005	2 en inventaire
ES330	2005	SEULEMENT 1 en inventaire
GX470	2005	SEULEMENT 1 en inventaire
IS300	2005	SEULEMENT 1 en inventaire

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION. **LEXUS**

* Location de 48 mois. Acompte ou échange équivalent de 6856\$/IS250 AWD, 12 320\$/GS300 RWD, 9823\$/RX330, 10545\$/SC430. Limite de 24,000 km/an, 0,15\$/km extra. Transport et préparation en sus. Toutes taxes, frais d'enregistrement et d'assurance en sus. Photos à titre de référence seulement.

SPINELLI LEXUS

561, boul. St-Joseph. LACHINE

514 634-7171

SPINELLIlexus.com

Première entente de principe en éducation

NICOLAS ST-PIERRE

Après avoir durci le ton à l'endroit des employés du secteur public, le gouvernement Charest est parvenu hier à arracher une première entente de principe aux employés du secteur de l'éducation.

Tard dans la nuit de samedi à hier, les négociateurs patronaux et ceux du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) ont conclu un accord portant sur les conditions de travail de 400 orienteurs, conseillers pédagogiques et psychologues répartis dans 16 cégeps.

« C'est une excellente entente pour nous comme pour eux, estime Nicole Tremblay, présidente du Comité patronal de négociations des collèges (CPNC).

L'accord de principe, qui exclut la question des salaires, offre aux

directions des collèges publics concernés davantage de souplesse en ce qui a trait à l'utilisation du personnel. Elles pourront désormais embaucher des employés comme chargés de projet pour une période maximale de quatre ans, avant de transformer leur poste en charge régulière.

De leur côté, les professionnels des cégeps ont aussi enregistré des gains. L'accord de principe, qui devra être ratifié par les membres du SPGQ, prévoit le maintien de la sécurité d'emploi et l'octroi de la permanence à 28 employés qui travaillent présentement à temps partiel.

En entrevue à *La Presse*, M^{me} Tremblay a dit souhaiter que cette première entente fasse boucle de neige et incite d'autres syndicats à s'entendre avec le gouvernement. « Nous sommes disponibles et allons commencer à in-

tensifier les négociations avec les employés de soutien, les autres professionnels et les enseignants, a-t-elle dit. Ce sera certainement une semaine importante. »

La Presse n'est pas parvenue hier à joindre un porte-parole du SPGQ pour recueillir les réactions du syndicat.

Cet accord est le quatrième à survenir dans le cadre de la présente ronde de négociations entre Québec et ses salariés.

Le 11 novembre dernier, le gouvernement Charest s'était entendu avec 55 000 infirmières et 25 000 autres employés du secteur de la santé sur des clauses liées aux conditions de travail. Une semaine auparavant, Québec avait conclu un accord similaire avec les 42 000 fonctionnaires membres du Syndicat de la fonction publique du Québec.

Un regroupement de garderies accusé de mener une « campagne de terreur ».

JOCELYNE RICHER
PRESSE CANADIENNE

Les parents et les responsables de services de garde seraient victimes présentement d'une véritable « campagne de terreur » visant à faire avorter le projet de loi 124, selon le Conseil québécois des centres de la petite enfance (CQCPE).

Le projet de loi, qui annonce une refonte controversée des services de garde, a eu pour effet de polariser en deux camps les regroupements issus du milieu des centres de la petite enfance (CPE).

Sans jamais la nommer directement, la présidente du conseil, Sylvie Gingras, montre du doigt l'autre regroupement qui représente les employeurs des CPE, soit l'Association québécoise des CPE, dirigée par Hélène Potvin.

« Je trouve ça dommage qu'on prenne les enfants et les parents en otage », a raconté M^{me} Gingras, cette semaine, lors d'un entretien téléphonique, en se montrant « très offusquée de la campagne de

terreur » menée actuellement auprès d'eux.

Selon elle, la « désinformation » répandue tant chez les parents qu'auprès des responsables de services de garde ne fait qu'accroître le sentiment d'inquiétude et d'insécurité engendré par le projet de réforme gouvernementale.

« J'entends à la radio des parents qui ont de la peine, qui pleurent, qui ont la crainte épouvantable de perdre leur Centre de la petite enfance, de perdre leur place », déplore-t-elle.

Elle raconte que tous les jours des gens la contactent pour lui dire que « telle responsable de services de garde trouve cela épouvantable parce qu'elle va être obligée d'ouvrir 14 heures par jour, qu'elle va peut-être perdre son accréditation ».

« Il y a un bouleversement épouvantable » dans le milieu, assure M^{me} Gingras, qui juge tout ce boucan non pertinent car « des fermetures de services il n'y en aura pas ! ».

Il faut savoir que le conseil et l'AQCEPE ont des vues diamétrales-

ment opposées sur le projet de loi 124 et que ce différend masque une rivalité profonde entre les deux regroupements.

Les deux groupes rivalisent pour le financement gouvernemental et comptent sur l'appui du milieu.

L'AQCEPE a déposé récemment une plainte au vérificateur général pour contester l'octroi, par le ministère de la Famille, d'une subvention de 98 250 \$ au Conseil, estimant qu'il n'était pas légalement admissible à une telle aide financière, n'ayant pas le nombre de membres requis. Le ministère conteste cette interprétation de la loi.

Le conseil estime avoir suivi les règles du jeu, et dit vouloir éviter une « guéguerre » entre les deux groupes. Une source au sein de l'organisme qualifie cependant l'initiative de « règlement de comptes ».

« La dernière chose dont les enfants et les parents ont besoin, c'est de penser que des structures provinciales peuvent se battre », dit par ailleurs M^{me} Gingras, convaincue qu'il y a « de la place pour les deux ».

Depardieu fera son coming out spirituel à Montréal

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Depardieu, Gérard... Pour la première fois en Amérique du Nord, l'immense star française renouera mercredi soir avec le sens premier de son nom de famille.

Sous les voûtes de la basilique Notre-Dame de Montréal, ce n'est ni l'acteur infatigable, ni le vigneron, ni le motocycliste téméraire qui fera résonner pendant une heure sa voix puissante. Deux ans après la France, le Québec découvrirra le philosophe et le croyant, si touché par *Les Confessions* de l'évêque algérien saint Augustin qu'il va désormais d'église en église, pour en faire la lecture.

« Sa réflexion m'a paru sublime et m'a renvoyé à moi-même, à mon parcours. Entre 15 et 17 ans, je ne savais plus m'exprimer, je ne parlais plus, à cause d'une hypermotivité pathologique. Seuls les mots des autres, des auteurs sont parvenus à me calmer », a déjà expliqué Depardieu, qui arrive à Montréal cet après-midi.

Les Confessions « apportent des réponses à nos questions les plus intimes et calment nos interrogations les plus douloureuses », a aussi déclaré aux médias français le colosse de 57 ans, qui a passé la moitié de sa vie en psychanalyse. « La force de ces textes est dans la lumière qui s'en dégage, cette question éternelle qu'ils posent : que devons-nous faire pour essayer de devenir meilleurs ? »

Dans son pays, sa profession de foi — qualifiée de « coming out religieux » — a fait courir les foules. « À Paris, 5000 personnes sont allées l'entendre à l'intérieur. Et 2000 autres l'ont écouté dehors, à la pluie battante », rapporte le professeur de philosophie Louis-André Richard, qui commentera l'oeuvre aux côtés de la star et co-signe avec lui un florilège des *Confessions*.

Partout, à Strasbourg, à Bordeaux, en Italie, des centaines d'admirateurs se sont aussi massés dans les cathédrales. « C'est l'effet Depardieu, commente le professeur. En philosophie, on cherche par tous les moyens à convaincre les gens de lire les grands classiques. C'est une occasion de diffusion extraordinaire de cette oeuvre. »

Spécialiste de saint Augustin, M. Richard l'enseigne aux retraités inscrits à un programme spécial de l'Université Laval. « Ce cours connaît un succès qui me dépasse, dit-il. Quelque chose interpelle les gens chez cet auteur : une élévation de l'âme. C'est le propre des oeuvres de génie : toucher tout le monde, tout en réservant un accès privilégié aux érudits. »

En 2003, tandis que Depardieu s'échappait du tournage de *Nouvelle-*



« C'est une réflexion, comme une communion, un acte gratuit, un temps de solitude avec soi-même. Pas un spectacle. »

PHOTO ARCHIVES. LA PRESSE ©

Après la France, c'est au Québec de découvrir la foi de Gérard Depardieu.

France pour discuter d'une éventuelle lecture publique québécoise, il n'a parlé que de saint Augustin pendant une heure et demie. « Il s'est laissé emporter par le sujet, se souvient M. Richard. *Les Confessions*, ils les a lues et relues. C'est quelqu'un d'une grande sensibilité. Il a vu toute la profondeur et l'actualité du propos. »

Fidèle, l'acteur a aussi tenu promesse, en acceptant, dès qu'il a pu, l'invitation du professeur de Québec. Soit dès qu'il a appris qu'il viendrait promouvoir son vin du pays d'Oc avec l'importateur (et Robin des banques) Yves Michaud. « J'ai été très touché. M. Depardieu a aussitôt demandé aux organisateurs de me contacter », raconte M. Richard.

Organisée par l'archevêché de Montréal, la lecture gratuite débutera à 17 h 30 heures devant 2500 personnes, dont plusieurs invités officiels, tels le premier ministre Jean Charest et son prédécesseur

Bernard Landry. Le parvis de la basilique devrait accueillir des centaines d'autres personnes, qui pourront suivre l'événement sur deux écrans géants.

S'il n'en était tenu qu'au défunt pape Jean-Paul II, la vie de saint Augustin aurait habité des écrans plus grands encore : ceux du cinéma. C'était du moins son rêve lors du jubilé des artistes de 2000, alors qu'il suggérait lui-même à Depardieu de lire les *Confessions*. Mais l'interprète de Christophe-Colomb, Balzac, Danton, Cyrano, Jean Valjean et du comte de Monte Cristo en a décidé autrement. « C'est trop fort, trop beau pour un film, a-t-il justifié en France. Il faut dire saint Augustin dans un endroit sacré. »

Que les Montréalais soient donc prévenus : la prestation de mercredi sera spirituelle. Pour le géant du cinéma français, « c'est une réflexion, comme une communion, un acte gratuit, un temps de solitude avec soi-même. Pas un spectacle. »

Qui est saint Augustin?

Jeune, Gérard Depardieu priait en marchant, pour se rassurer, dit-il. Adulte, il a fréquenté les mosquées pour se laisser bercer par la lecture du Coran, et goûté la théâtralité des églises orthodoxes.

Mais ils a embrassé le catholicisme sur le tard, la religion qui l'a le plus profondément touché. « Ce qui nous rassemble, c'est l'amour de la vie, l'esprit d'ouverture, la volonté forcenée de découvrir l'inconnu », a confié l'acteur dans des entretiens publiés sous le titre *Vivant !*

Né d'un père païen et d'une mère chrétienne, en Algérie, en 354, saint Augustin mène d'abord une vie dissipée. À 33 ans, devenu professeur, il se convertit. Il mène une vie de

pauvreté et devient évêque à 42 ans.

Il entreprend alors de relater son itinéraire spirituel en 13 volumes, tout en publiant divers ouvrages et en entreprenant une imposante correspondance. Une force de travail phénoménale qui n'est pas sans rappeler celle de son admirateur Depardieu, qui a tourné dans plus de 150 films, en plus de faire du théâtre, de jouer pour la télévision et de brasser des affaires.

Pour en savoir plus sur saint Augustin : agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/saint-Augustin
Pour lire les *Confessions* en ligne : www.abbaye-saint-benoit.ch/saints/augustin/confessions/confessions.htm

SANS LIGNE ROUGE  Le blogue de François Gagnon sur cyberpresse.ca

BRANCHEZ-VOUS SUR LE MAZDA 2-20

La Famille MAZDA 6 « haute en Voltage »

Mazda 6 Sport à partir de **279\$**

Mazda 6 familiale

Mazda 6 Berlinae

Mazda 6 Speed **NOUVEAU**

2,9% Financement À l'achat jusqu' 60 mois

Mazda 3 GX 2006 à partir de **199\$**

NOUVEAU PRIX

2 ADRESSES POUR MIEUX VOUS BRANCHER!

MAZDA 2-20 DOLLARD-DES-ORMEAUX 3800, boul. des Sources Mtl 335-6331 (514) 685-5555

MAZDA 2-20 ILE-PERROT 1, boul. Don Quichotte Mtl 875-1925 (514) 453-3333

www.MAZDA220.com

*Location 48 mois, comptant ou échange équivalent Mazda 6 GS (1995\$). **Location 60 mois, comptant ou échange équivalent Mazda 3 GX (1695\$). Transport et préparation inclus. Taxes en sus, 20 000 km/carnés, 8¢ du km excédentaire. Photos à titre indicatif. Détails chez Mazda 2-20.

LOTTO QUÉBEC Résultats

649 Tirage du 2005-11-19

6/6	2	4 771 349,00 \$
5/6+	5	74 987,20 \$
5/6	188	1 647,50 \$
4/6	11 233	52,20 \$
3/6	195 417	10,00 \$
2/6+	137 216	5,00 \$

Complémentaire : 13

Ventes totales : 19 491 230 \$
Prochain gros lot (appr.) : 4 000 000 \$

Québec 49 Tirage du 2005-11-19

6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	22	500,00 \$
4/6	900	50,00 \$
3/6	16 929	5,00 \$

Complémentaire : 39

Ventes totales : 517 928,50 \$

Extra Tirage du 2005-11-19 NUMÉRO 170881

Extra Tirage du 2005-11-20 NUMÉRO 021697

Quintessence Tirage du 2005-11-20

277	6065
-----	------

PARIEZ SUR LE BASKETBALL ! DEMANDEZ LE PROGRAMME 5.

LA MONTRE LA PLUS PRESTIGIEUSE AU MONDE

KAUFMANN de SUISSE Joailliers depuis 1954

MONTREAL 2195 Rue Crescent (514) 848-0595

www.kaufmannsuisse.ca

PATEK PHILIPPE GENEVE

Ottawa s'apprête à investir 4,6 milliards pour moderniser l'armée de l'air

ARMÉE

suite de la page A1

À l'issue d'une série d'appels téléphoniques de la part du ministre de

Graham proposera un plan en vue d'acquérir un aéronef de transport tactique.

la Défense, Bill Graham, à ses collègues au cabinet, et de conversations avec le premier ministre Paul Martin en voyage en Asie, au cours de la semaine dernière, une portion du projet initial de 12,1 milliards a finalement refait surface.

Selon des représentants de la Défense nationale, le ministre Graham aurait compris qu'il devrait réduire ses attentes s'il voulait obtenir quoi que ce soit pour les Forces armées,

au cours de la période précédant un scrutin fédéral. Mais M. Graham s'est contenté de dire qu'il soumettrait aujourd'hui au Conseil des ministres « certains éléments » du projet généralement considérés comme ne suscitant pas la controverse.

« J'ai parlé au premier ministre en Corée et il m'a encouragé à aller de l'avant », a dit M. Graham en entrevue.

Par la suite, des représentants du ministère de la Défense et de hauts gradés de l'armée ont confirmé que M. Graham proposera un plan en vue d'acquérir l'aéronef de transport tactique — le Lockheed Martin C-130J. Mais ils tiennent à dire qu'aucune décision n'a encore été prise sur le choix de l'appareil.

L'Airbus A-400 serait aussi considéré comme un concurrent, malgré certains obstacles, a ajouté un haut fonctionnaire.

Réforme de la Loi sur la DPJ Des grands-parents inquiets

Certains aspects du projet de loi 125 modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse inquiètent grandement certains grands-parents.

L'Association des grands-parents du Québec lance d'ailleurs une invitation à la ministre de la Protection de la jeunesse, Magaret Delisle, pour discuter de la réforme qui s'en vient. Vendredi, quelque 200 personnes ont participé à une assemblée d'information de l'organisme, à Montréal, dont la juge Andréa Ruffo.

Le président de l'Association, Henri Lafrance, souligne que plusieurs grands-parents sont en détresse depuis que leurs petits-enfants ont été pris en charge par la DPJ. Il s'inquiète particulièrement des cas où une adoption est prévue, puisqu'au Québec cela impli-

que la coupure définitive avec la famille d'origine. Il souligne que les grands-parents qui souhaitent prendre en charge leurs petits-enfants sont souvent mis de côté par la DPJ, généralement en raison de leur âge.

L'Association des grands-parents du Québec souhaite que le code civil soit réformé en matière d'adoption pour permettre l'adoption ouverte, comme c'est le cas en France. L'adoption ouverte permet le maintien de certains liens avec la famille d'origine.

L'Association des grands-parents du Québec a été fondé il y a 15 ans par une dame de Beauport. L'organisme sans but lucratif offre notamment des services d'écoute et d'aide juridique aux grands-parents en détresse.

Presse Canadienne

Les chefs souverainistes sur un pied de guerre

NICOLAS ST-PIERRE

André Boisclair et Gilles Duceppe fourbissent leurs armes à l'approche des élections. Les deux chefs se sont rencontrés hier à Montréal pour discuter stratégie.

« Plus que jamais, nous aurons à travailler ensemble, et c'est ce que nous avons convenu ce matin », a lancé le nouveau chef du Parti québécois, André Boisclair, au terme d'une rencontre de travail qui n'a duré qu'une demi-heure.

Devant l'imminence des élections générales fédérales, M. Boisclair a assuré le chef bloquiste, Gilles Duceppe, de son appui indéfectible et promis de mettre la machine péquiste, maintenant forte de 140 000 membres, à sa disposition.

« On collaborera comme on l'a

fait dans le passé, mais avec un plus, a surenchéri M. Duceppe. Il y a un enthousiasme très grand qui vient de se développer dans le mouvement souverainiste par la course au leadership au Parti québécois. »

Le chef bloquiste s'est, lui aussi, engagé à mettre son équipe au service du PQ à l'occasion des élections partielles du 12 décembre prochain.

Dans la circonscription d'Outremont, le libéral Raymond Bachand et le péquiste Farouk Karim se disputent le siège laissé vacant en mai dernier suite au départ de l'ex-ministre des Finances, Yves Séguin.

Raya Mileva, une jeune conseillère en placements d'origine bulgare, et Omar Aktouf, professeur à HEC Montréal, y défendent respectivement les couleurs de

l'Action démocratique du Québec et de l'Union des forces progressistes.

Hier, André Boisclair a laissé entendre qu'une victoire péquiste dans Outremont, un château fort libéral, ne relevait pas de l'utopie. « Je comprends qu'il y a bien des

Le chef péquiste, André Boisclair, assure le chef bloquiste, Gilles Duceppe, d'un appui indéfectible aux élections fédérales.

gens qui sont en colère contre le gouvernement Charest », a-t-il dit. M. Boisclair croit d'ailleurs que, « déçus de la performance des troupes à l'Assemblée nationale », de nombreux libéraux pourraient bouder les urnes le jour du scrutin.

Des élections provinciales partielles auront lieu le même jour dans Verchères, ancien bastion de Bernard Landry. Stéphane Bergeron, député bloquiste qui souhaite faire le saut en politique provinciale, s'y présente sous la bannière du PQ. Il affrontera le

mont, leur reprochent de ne parler que de souveraineté. « La souveraineté, ce n'est pas inodore, incolore et sans saveur, ça a des racines dans le quotidien des Québécois et des Québécoises ! a lancé un Gilles Duceppe combatif. Est-ce qu'on leur reproche, eux, de parler de fédéralisme en disant que ça n'a aucun lien avec la réalité ? Selon eux, ça en a un. Moi aussi, je pense que ça en a un et ça nous dessert ! »

André Boisclair a profité de la conférence de presse pour se lancer quelques fleurs et faire le bilan de ses premiers jours en tant que chef.

« Je suis content de voir que j'ai réussi à trouver les mots justes au cours de la dernière semaine pour rallier tout le monde », s'est-il autocongratulé.

pour se lancer quelques fleurs et faire le bilan de ses premiers jours en tant que chef.

« Je suis content de voir que j'ai réussi à trouver les mots justes au cours de la dernière semaine pour rallier tout le monde », s'est-il autocongratulé.

André Boisclair a profité de la conférence de presse pour se lancer quelques fleurs et faire le bilan de ses premiers jours en tant que chef.

« Je suis content de voir que j'ai réussi à trouver les mots justes au cours de la dernière semaine pour rallier tout le monde », s'est-il autocongratulé.



VRAIMENT PLUS

Vous en donner plus, c'est notre engagement.



Saab 9-3 CombiSport



Cadillac STS-V



Chevrolet HHR



GMC Sierra cabine multiplace



Canada

ON GAGNE

L'ÉVÉNEMENT DE L'ANNÉE





Buick Lucerne



Hummer H3



Saturn Vue



Pontiac coupé G6 GTP

Venez appuyer sur le bouton OnStar. Vous pourriez gagner votre nouvelle GM ou obtenir jusqu'à 10 000 \$ de réduction sur votre achat ou votre location.

Passez vite chez votre détaillant ou votre concessionnaire GM et profitez d'offres exceptionnelles sur la plupart des modèles 2005 et 2006.










Aucun achat requis. Le concours s'adresse aux Canadiens ayant atteint l'âge de la majorité en vigueur dans leur province de résidence, et prend fin le 3 janvier 2006. Le crédit offert en prime ne peut être utilisé que pour l'achat ou la location d'un nouveau véhicule 2005 ou 2006 en stock, à l'exception des camions de poids moyen, acheté et livré entre le 17 novembre 2005 et le 3 janvier 2006 inclusivement. Les récipiendaires potentiels d'un prix doivent répondre correctement à une question mathématique. Les chances de se voir octroyer un crédit ne sont pas les mêmes pour chacun des crédits, et les chances que la plupart des véhicules soient gagnés, ainsi que le nombre de véhicules disponibles, varient d'une région à l'autre; par exemple : 1 chance sur 1 de recevoir un crédit de 500 \$; les chances de recevoir un crédit totalisant plus de 500 \$ (incluant le crédit de base de 500 \$) sont de 1 sur 7 pour un crédit de 700 \$, de 1 sur 11 111 pour un crédit de 5 000 \$ et de 1 sur 14 286 pour un crédit de 10 000 \$. Pour obtenir le règlement complet du concours, passez voir votre concessionnaire ou détaillant GM, visitez gmcanada.com ou composez le 1 800 463-7483.

FAITS ET GESTES

ACCÈS UNIVERSEL

Les riches de plusieurs pays occidentaux ont encore un meilleur accès aux médecins que les pauvres.



La plupart des pays d'Europe, comme le Canada, donnent des soins médicaux égaux à tout le monde, mais les personnes les plus riches consultent tout de même le médecin un peu plus souvent (4 %). Aux États-Unis, au Portugal et en Finlande,

les riches voient le médecin 40 % plus souvent que les pauvres, tandis qu'en Belgique, en Italie et au Royaume-Uni, c'est l'inverse.

— François Berger

Source : OCDE

EN BREF

Bégin honoré

Paul Bégin, ancien ministre québécois de la Justice, a reçu le prix Condorcet 2005 hier, à Montréal. Décerné par le Mouvement laïque québécois (MLQ), cette distinction a pour but de souligner la contribution de M. Bégin en faveur de la liberté de conscience, de l'égalité des droits et de l'avancement de la laïcité. Le président du MLQ, Daniel Baril, a rendu hommage à M. Bégin pour son rôle dans l'adoption de la Loi sur l'union civile en 2002. M. Baril a aussi souligné les récentes prises de position de M. Bégin contre l'institution de tribunaux d'arbitrage religieux. Le prix Condorcet a été créé en 1993 en mémoire du philosophe, mathématicien et homme politique français Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de Condorcet (1743-1794).

Démission d'un ministre?

Fortement blâmé pour ses nombreuses absences à la Chambre des communes, le ministre fédéral terre-neuvien John Efford annoncerait demain qu'il quitte la politique. Le ministre Efford, qui a abandonné son portefeuille aux Ressources naturelles mais qui a conservé son poste de ministre régional de Terre-Neuve-et-Labrador, a déjà indiqué que ses fonctions à Ottawa avaient sérieusement hypothéqué sa santé.

Ralph Klein à Québec

Le premier ministre conservateur de l'Alberta, Ralph Klein, entreprend aujourd'hui une tournée de conférences qui l'amènera notamment à Ottawa puis à Québec. M. Klein a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de se laisser museler sur le sujet controversé de la réforme du système de santé. Il a reconnu avoir été piqué au vif par les critiques à son endroit, quand les libéraux ont décrit le projet de l'Alberta en matière de santé comme une menace au régime d'assurance-maladie pendant les dernières élections fédérales. Il entend expliquer la prospérité de sa province au reste des Canadiens.

Presse Canadienne



La ville de Lima, au Honduras, a été submergée par les flots. Douze mille personnes ont dû être évacuées.

PHOTO TOMAS BRAVO, REUTERS

La tempête tropicale Gamma fait 14 morts en Amérique centrale

ASSOCIATED PRESS

TEGUCIGALPA, Honduras — Gamma, la 24^e tempête tropicale d'une saison atlantique record, s'est affaiblie hier après avoir balayé l'Amérique centrale provoquant inondations et glissements de terrain au Honduras et à Belize qui ont fait 14 morts.

Gamma a été rétrogradée hier soir au rang de dépression tropicale. Elle était presque stationnaire au large de la côte nord du Honduras, selon le Centre américain des ouragans à Miami. Ses vents étaient descendus à 55 km/h, en-deçà du seuil de 62 km/h pour être qualifiée de tempête tropicale. Selon les météorologues, Gamma devrait se dissiper au

cours des prochains jours.

Le Honduras a été le plus touché par le passage de Gamma : selon la commission nationale des urgences, 11 personnes sont mortes dans des inondations ou glissements de terrain. On rapportait aussi 15 disparus.

Cinq personnes sont mortes dans la ville d'El Progreso, dans le nord du pays, où les inonda-

tions étaient très importantes, selon le maire Nelly Soliman.

Au Belize, un avion privé s'est écrasé à cause du mauvais temps, tuant le pilote et les deux passagers. L'appareil appartenait à un hôtel de luxe dont le cinéaste américain Francis Ford Coppola est propriétaire. Seul le pilote Rene Ram, du Belize, a été identifié. Ses deux passagers seraient américains.

WWW.GABRIEL.CA

LA C.S.X. 2006 EST ARRIVÉE
VENEZ L'ESSAYER!

ACURA TSX

328\$⁺ 2,9%⁺

PAR MOIS EN LOCATION SUR 48 MOIS TAUX DE LOCATION OU DE FINANCEMENT

0\$⁺ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

VENTES FINALES 2005. INVENTAIRE LIMITÉE.
LUXE ET PERFORMANCE ILLIMITÉS.

L'ACURATSX Moteur i-VTEC^{MC} de 200 chevaux • Roues de 17 pouces en alliage d'aluminium • Intérieur garni de cuir • Toit ouvrant électrique • Climatisation automatique • Chaîne stéréo AM/FM de 360 watts avec changeur de DC et 8 haut-parleurs

ACURA acura.ca

Offre de location-bail, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. 48 mois établis pour l'Acura TSX (modèle CL9585J) 2005 neuve. Acompte de 6 850 \$. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,15\$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation de 1400 \$, frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Les récents diplômés universitaires et collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation de 750 \$ sur certains modèles. Voyez Acura Gabriel pour plus de détails. Du 1^{er} au 30 nov. 2005.

PROGRAMME POUR DIPLOMÉS ISO 9001

Votre satisfaction est notre fierté!

WWW.ACURAGABRIEL.COM

LIGNE MONTRÉAL: 514-875-3998

4648, Boul. Saint-Jean, D.D.O.

(514) 696-7777

EN BREF

Renaud-Bray en grève

Les 400 employés syndiqués de 11 des 26 magasins Renaud-Bray ont incité tout le week-end les clients à fréquenter d'autres librairies. En grève pour dénoncer leur salaire (qui ne dépasse pas 10,50 \$/heure), les libraires, disquaires, commis et caissiers ont aussi manifesté au Salon du livre. La direction compte sur une rencontre de conciliation pour se rapprocher aujourd'hui des syndiqués, affiliés à la FTQ. Elle dit leur offrir des augmentations salariales de 23 % sur cinq ans alors qu'ils réclament des hausses de 50 % sur trois ans. Si aucune entente n'est conclue, les employés men-

cent de déclencher une grève générale illimitée pendant la période des Fêtes.

La Presse

Meurtre à LaSalle

Un homme de 26 ans a été retrouvé criblé de balles dans un logement de l'arrondissement de LaSalle, samedi soir. Les policiers ont fait la découverte après avoir répondu à un appel d'urgence des voisins. Un individu a été interpellé alors qu'il tentait de fuir l'appartement, situé rue David-Boyer. Il a été interrogé hier. Selon les premières constatations, il pourrait s'agir d'un règlement de comptes. Ce meurtre est le 31^e à survenir sur le territoire de l'île de Montréal cette année.

Nicolas St-Pierre

CPG • REER • FERR

1 ans 3 ans 5 ans

3,60% 3,90% 4,15%

« Parce que vous méritez plus »

WESMOUNT 934-0586 POINTE-CLAIRE 697-0035

GESTION DE CAPITAUX ROTHENBERG

www.rothenberg.ca

CRTC AVIS PUBLIC DU CRTC Canada

1. L'ENSEMBLE DU CANADA. WILD TV INC. demande l'autorisation de modifier la licence de l'entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées de catégorie 2 appelée WILD TV. Le titulaire propose d'offrir une version haute définition de son service. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'avis public. EXAMEN DE LA DEMANDE : 5400, rue 50, Stony Plain (Alb.). Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez utiliser UNE des façons suivantes : utiliser le lien du « Formulaire d'interventions/observations » à la section « Instances publiques » du site web du CRTC; ou écrire au CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax à la Secrétaire générale (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le 2 décembre 2005 et DOIVENT inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : http://www.crtc.gc.ca. Document de référence : Avis public CRTC 2005-99

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

LE PIRE ENNEMI DE L'ENNUI.

LaReponseEstB.com

Mercedes-Benz

LE ZÉLATEUR

La rubrique des horreurs urbaines

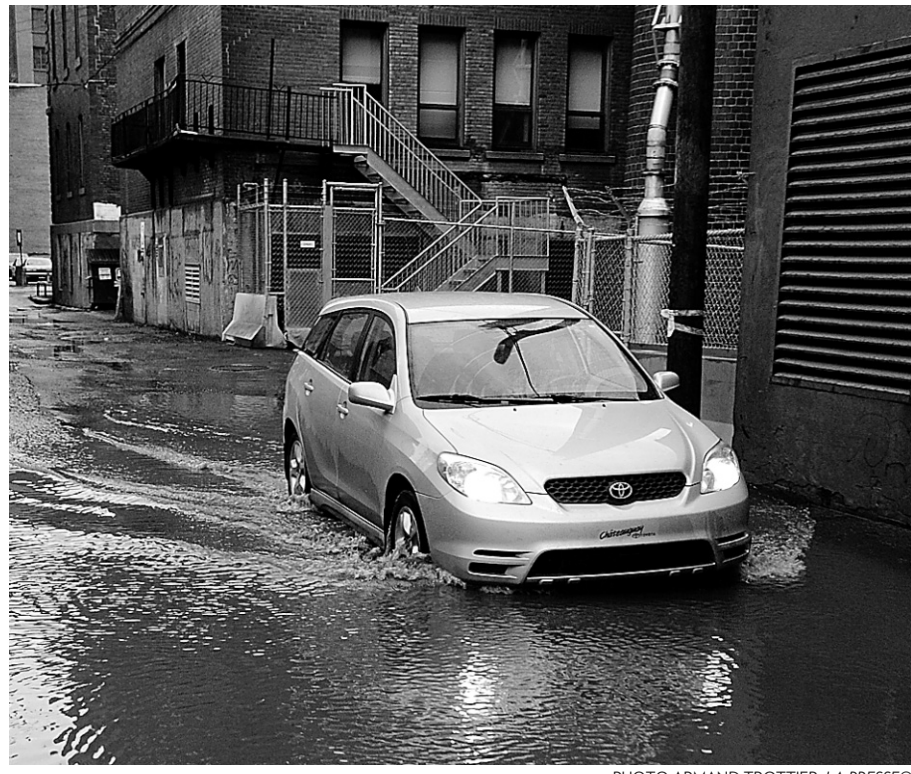


PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Dans une ruelle située entre les rues Sainte-Famille et Saint-Urbain, au sud de la rue Prince-Arthur, un véritable cratère. Le trou fait environ 4 m de diamètre sur près d'un mètre de profondeur. L'eau atteint le pare-chocs des voitures.

RUELLE NOYÉE

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le problème des nids-de-poule est bien connu dans les rues de Montréal. Les ruelles sont toutefois dans un état encore plus lamentable. On trouve d'ailleurs un véritable cratère dans une ruelle située entre la rue Sainte-Famille et Saint-Urbain, au sud de la rue Prince-Arthur.

Le trou fait environ 4 m de diamètre avec une profondeur de près d'un mètre. L'eau atteint le pare-chocs des voitures. Impossible de contourner ce trou, qui fait toute la largeur de la ruelle. Le nid-de-poule format géant se trouve à proximité d'une porte de livraison de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

Un groupe de citoyens habitant tout près nous a écrit pour souligner leur exaspération. Louis Rousseau nous souligne que le

trou empêche les enfants de jouer par temps pluvieux et rend le passage des voitures difficile. M. Rousseau dit comprendre que les rues soient plus importantes, mais il estime que la ruelle a besoin d'une réfection pressante. Leurs demandes auprès de l'arrondissement sont demeurées vaines.

L'EXPLICATION

En gros, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal manque de temps et d'argent pour retaper ses ruelles. Le porte-parole de l'arrondissement, Michel Tanguay, concède d'ailleurs qu'elles sont « dans un état de détérioration assez avancé ». L'arrondissement manque de fonds pour refaire les rues, ce qui relève les ruelles au deuxième rang, explique-t-on. L'arrondissement a toutefois été mis au courant du

problème de la ruelle de la rue Sainte-Famille.

M. Tanguay explique que la ruelle a besoin d'une réfection complète du puisard, de l'égoût et de la chaussée. Il n'y a toutefois pas de travaux prévus sur cette ruelle au cours des prochains mois. L'arrondissement doit terminer des travaux plus pressants avant l'arrivée de l'hiver. La rubrique du Zélateur vous tiendra au courant régulièrement de l'état de la ruelle Sainte-Famille.

QUI S'EN OCCUPE?

Marc Dussault
Chef de division voirie de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, 514-872-3122, mdussault@ville.montreal.qc.ca. Pour adresser ses plaintes dans cet arrondissement : 514-872-6752.

APPEL À TOUS: Si la négligence et le laisser-aller se manifestent près de chez vous, écrivez-nous à l'adresse suivante : Le Zélateur, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Par courriel : zelateur@lapresse.ca. Par téléphone : 514-285-7070. Par télécopieur : 514-285-6808.

PARTEZ GAGNANT EN 2006.

FORD FAIT TIRER UN VÉHICULE PAR JOUR.



Courez la chance de gagner jusqu'à 10 000 \$ applicables à l'achat ou à la location d'un véhicule. Vous pourriez même gagner un véhicule. Du lundi au vendredi, on fait tirer un véhicule.

Plus

Obtenez la Carte des Fêtes¹ avec des remises allant de 500 \$ à 1 000 \$ sur vos achats de Noël.

Partez GAGNANT

OBTENEZ LA CARTE DES FÊTES AVEC DES REMISES ALLANT DE 500 \$ À 1 000 \$

— COUREZ LA CHANCE DE GAGNER DE —

1000 \$ À 10 000 \$^{*}**

APPLICABLES À L'ACHAT OU À LA LOCATION DE TOUT VÉHICULE SÉLECTIONNÉ 2005 EN STOCK OU DE LA PLUPART DES VÉHICULES NEUFS 2006

OU VOUS POURRIEZ GAGNER UN VÉHICULE



ESCAPE XLT 2006

299 \$/par mois*

location 36 mois
mise de fonds de 2 495 \$



F-150 XLT 4X4 SUPERCREW 2006

399 \$/par mois**

location 36 mois
mise de fonds de 2 695 \$



FOCUS ZX4 SE 2006 / ÉDITION HIVER

229 \$/par mois***

location 48 mois
mise de fonds de 1 395 \$



FREESTAR S 2006

19 995 \$****

taux de financement de 0,9 % à l'achat pour 36 mois

DU LUNDI AU VENDREDI^{††}, FORD FAIT TIRER UN VÉHICULE NEUF. VOUS POURRIEZ ÊTRE L'UN DES HEUREUX GAGNANTS!

^{††} Du 15 novembre 2005 au 3 janvier 2006.



Bien pensé

ford.ca

LES CONSOMMATEURS AVERTIS LISENT LES TEXTES EN PETITS CARACTÈRES. Photos à titre indicatif seulement. * Escape XLT 2006 : 299 \$ par mois pour 36 mois, dépôt de sécurité de 350 \$, mise de fonds de 2 495 \$. ** F-150 XLT 4x4 SuperCrew 2006 : 399 \$ par mois pour 36 mois, dépôt de sécurité de 475 \$, mise de fonds de 2 695 \$. *** Focus ZX4 SE 2006 : 229 \$ par mois pour 48 mois, dépôt de sécurité de 275 \$, mise de fonds de 1 395 \$. **** Freestar S 2006 : 19 995 \$ à l'achat, 0,9 % de taux de financement pour 36 mois, frais de transport de 1 150 \$. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 60 000 kilomètres pour l'Escape XLT 2006 et le F-150 XLT 4x4 SuperCrew 2006 et 80 000 pour le Focus ZX4 SE 2006 et le Freestar S 2006. D'autres conditions s'appliquent. Première mensualité exigée à la livraison. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Toutes ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford et ne peuvent être jumelées à aucune autre. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut vendre ou louer moins cher. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails. Promotion Carte des Fêtes de Ford : les clients qui achètent ou louent un véhicule admissible Ford ou Mercury 2005 ou 2006 neuf en stock chez un conseiller Ford Canada participant entre le 15 novembre 2005 et le 3 janvier 2006 recevront une Carte des Fêtes « Partez gagnant » de Ford d'une valeur de 1 000 \$. Les véhicules doivent être livrés au plus tard le 3 janvier 2006. Les véhicules suivants ne sont pas admissibles à cette promotion : tous les véhicules Lincoln, la Fusion 2006, l'Escape hybride 2006, le Mustang GT 2006, le modèle F-150 le moins cher et les châssis-cabines 2005/2006 (F-350 à F-750, LCF et Econoline). Les clients des plans A/RZ/D/F sont admissibles. Cette promotion ne peut pas être jumelée au Programme de reconnaissance pour diplômés, à aucun rabais ou taux incitatif relatifs aux parcs, à l'Assistance-compétitivité des prix, aux Réductions de prix aux gouvernements ou à l'offre pour diplômés Jeunes conducteurs. Les clients admissibles peuvent choisir de recevoir soit la Carte des Fêtes de Ford, soit une remise de 500 \$ ou de 1 000 \$ (selon le véhicule choisi) à valoir sur l'achat ou sur la location de leur véhicule admissible Ford, mais pas les deux. Si le client choisit d'appliquer le montant de 500 \$ ou de 1 000 \$ à l'achat ou à la location de son véhicule admissible Ford, ce montant sera appliqué au prix du véhicule, toutes les taxes applicables comprises. Ford Canada n'est pas responsable des cartes perdues ou volées. Les cartes perdues ou volées seront remplacées moyennant des frais de 30 \$ qui seront débités au compte du titulaire de la carte. La Carte des Fêtes de Ford sera envoyée par messagerie directement à l'acheteur du véhicule. Une (1) seule carte par achat ou location d'un véhicule admissible. Les fonds inutilisés au 30 juin 2006 ne seront pas accessibles au client. Pour obtenir plus de détails, consultez votre conseiller Ford participant. ^{†††} AUCUN ACHAT NECESSAIRE. UN (1) SEUL BULLETIN DE PARTICIPATION PAR PERSONNE. Rendez-vous chez un conseiller Ford Canada participant pendant la période du concours, puis choisissez un véhicule Ford ou Mercury 2005 ou 2006 neuf en stock à acheter ou à louer avec livraison au plus tard le 3 janvier 2006. Remplissez le bulletin de participation et fournissez tout autre renseignement pertinent, puis vous recevrez un numéro d'identification du véhicule. En compagnie du représentant de l'établissement, téléphonez à la ligne directe du concours Ford du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 23 h 59 (HE). Le concours s'adresse uniquement aux résidents du Canada, à l'exception de tous les employés (actuels et retraités) de Ford du Canada Limitée, de ses agences de publicité et de promotion, de l'organisation chargée de juger le concours, des fournisseurs des prix, ainsi que de leurs sociétés mères, filiales, sociétés affiliées, représentants, conseillers et mandataires (« commanditaires du concours ») et de leur famille immédiate ou toute personne vivant sous le même toit. « Famille immédiate » s'entend du conjoint, des enfants, des frères et sœurs, du père, de la mère ou d'un grand-parent. Les ventes de véhicules de parcs ne sont pas admissibles. Les véhicules suivants NE SONT PAS admissibles : tous les véhicules Lincoln et les châssis-cabines (F-350 à F-750, Econoline et LCF). Les participants qui n'ont pas encore atteint l'âge de la majorité peuvent gagner un prix à la condition qu'un parent ou un tuteur légal du gagnant accepte le prix en son nom. Tous les participants doivent détenir un permis de conduire valide dans leur province de résidence. Les participants pourront courir la chance de gagner l'un (1) des 50 grands prix équivalant à l'obligation financière totale que le participant devrait verser au conseiller Ford Canada pour l'achat ou la location, selon le cas, du véhicule choisi, y compris les taxes applicables, (le(s) « grand(s) prix »). La valeur approximative du grand prix dépendra du véhicule acheté ou loué et des options choisies. Les participants peuvent également gagner l'un (1) des 20 prix consistant chacun en une remise de 10 000 \$ SCA; 40 prix consistant chacun en une remise de 5 000 \$ SCA; 195 prix consistant chacun en une remise de 2 000 \$ SCA; 780 prix consistant chacun en une remise de 1 000 \$ SCA (collectivement les « remises »). Tous les grands prix et remises comprennent les taxes qui pourraient être applicables et sont valables uniquement chez les conseillers Ford Canada participants à l'achat ou à la location du véhicule Ford ou Mercury 2005 ou 2006 neuf en stock choisi par le participant et qui sera livré au plus tard le 3 janvier 2006. Les prix seront répartis sur une base régionale : 183 prix dans la région du Centre; 215 prix dans la région de l'Est; 86 prix dans la région de l'Atlantique; 86 prix dans la région méso-canadienne; 94 prix dans la région des Grands-lacs. La remise n'est pas échangeable en espèces. Tous les frais encourus par les participants pour réclamer ou utiliser leurs prix (y compris, mais sans s'y limiter, l'immatriculation, certaines taxes environnementales et autres, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'enregistrement en vertu de la loi sur les sûretés mobilières et autres) sont la responsabilité des gagnants. Le concours s'adresse aux résidents du Canada qui détiennent un permis de conduire valide dans leur province de résidence. Les chances de gagner un grand prix ou une remise dépendent du nombre de participations reçues et du moment auquel le participant appellera la ligne directe du concours par rapport au moment où un grand prix ou une remise aura été programmée. La première personne à appeler, au moment où un grand prix ou une remise aura été programmée ou immédiatement après, a une (1) chance sur deux (2) de gagner un grand prix ou une remise pendant l'appel. Pour gagner, le participant sélectionné devra d'abord avoir répondu correctement, sans aide et dans un temps limité, à une question réglementaire figurant sur le bulletin de participation. Le concours se déroulera du lundi au samedi dans toutes les provinces et tous les territoires (à l'exception du Québec) du 15 novembre 2005 au 3 janvier 2006; le concours se déroulera du lundi au vendredi au Québec du 15 novembre 2005 au 3 janvier 2006 (la « période du concours »). Demandez le règlement complet à votre conseiller Ford participant ou visitez ford.ca.

SUITES DE LA UNE

L'ADQ prône un système judiciaire plus sévère

ADQ suite de la page A1

Le chef Mario Dumont a d'ailleurs paru surpris par la décision de ses membres. « Oui, je trouve cela sévère », a-t-il dit en conférence de presse.

Une *Charte des droits des victimes d'actes criminels* fait également partie des résolutions entérinées. Grâce à celle-ci, la notion de victime serait étendue aux parents, aux enfants, aux frères et aux sœurs de la victime immédiate. Ces victimes « par extension » pourraient bénéficier d'un encadrement et d'un soutien durant le processus judiciaire.

L'ADQ a aussi proposé d'éliminer les postes de commissaires aux libérations conditionnelles en formant des professionnels qualifiés et « inamovibles » qui auraient la compétence de voir aux libérations conditionnelles des détenus. On désire aussi abolir les versements d'indemnités de remplacement du revenu aux criminels et demander à ceux qui le peuvent de contribuer financièrement à leurs frais de détention. Un intervenant a, par ailleurs, semé l'hilarité générale en proposant à la blague la création d'un fonds Mom-Boucher pour venir en aide à ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir une détention.

Protecteur de la jeunesse

Parmi les nombreuses résolutions adoptées par les

adéquistes ce week-end lors de leur 15^e conseil général, il y a celle qui touche la création d'un poste de protecteur de la jeunesse. Interrogé sur la nature de ce protecteur, le chef de l'ADQ, Mario Dumont, n'a pu s'empêcher d'ériger le rôle de la DPJ. « Le système de la DPJ nous inquiète beaucoup, a-t-il dit. Il a un pouvoir considérable. Il lui faudrait un protecteur pour lui faire contrepoids. »

Mario Dumont a fait part de ses appréhensions à propos du projet de loi 125 modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse présenté par la ministre Margaret Delisle. « Quand une bureaucratie est attaquée, la réaction de cette bureaucratie est souvent de demander à ce qu'on augmente ses propres pouvoirs pour mieux contrôler et gérer les situations. »

Mario Dumont a profité de l'occasion pour réaffirmer son désir de voir une commission d'enquête faire la lumière sur le rôle de la DPJ en lieu et place d'une commission parlementaire dont il craint l'inefficacité.

Quant au Parti québécois, M. Dumont l'a accusé d'avoir « les mains sales » dans le dossier de la protection de la jeunesse. « Quand les jeunes en difficulté remettent des dossiers aux adéquistes, il y a un suivi. Quand ils les remettent à des péquistes, ils se rendent compte qu'ils les remettent à des complices du gouvernement », a-t-il dit à ses membres hier.

Dette

Outre le débat qui a porté sur le système de santé toute la journée samedi, ce conseil général des adéquistes a été marqué par la question des finances du parti, une situation qui est au plus mal. En effet, l'ADQ a devant elle une dette de 1,5 millions de dollars.

Par ailleurs, Mario Dumont lancera cette semaine *Avoir le courage de ses convictions*, un ouvrage dans lequel il partage sa vision du Québec. « C'est un livre sérieux. Ne comptez pas sur moi pour vous raconter la fois où, à deux ans, je me suis versé des céréales sur la tête », a-t-il dit aux journalistes.

Sharon rompt avec le Likoud

SHARON

suite de la page A1

Dans l'intervalle M. Sharon gardera ses fonctions.

M. Sharon pourrait compter sur le soutien d'une quinzaine de députés, pour la plupart du Likoud, pour former un nouveau parti sous sa direction.

Toutefois le ministre de la Défense, Shaoul Mofaz, considéré comme allié d'Ariel Sharon, a d'ores et déjà annoncé qu'il restait au Likoud.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de M. Sharon, Asaf Shariv, a déclaré qu'il ne pouvait « ni confirmer ni démentir » à ce stade la nouvelle du départ de M. Sharon du Likoud.

Un peu plus tôt, le Parti travailliste israélien avait décidé dimanche soir de quitter le cabinet de M. Sharon, mettant un terme à une cohabitation de 10 mois avec le Likoud, la principale formation de droite.

Réuni à Tel-Aviv, le comité central du Parti travailliste a voté à main levée, à l'unanimité, le retrait de ses ministres participant au cabinet d'union, comme le réclamait le nouveau numéro un travailliste, Amir Peretz, par ailleurs chef de la centrale syndicale Histadrout.

Longtemps ovationné, M. Peretz a dressé pour la première fois les grandes lignes de son programme politique.

M. Peretz s'est déclaré pour un retrait des territoires palestiniens occupés, pour un règlement de paix qui « préserverait les intérêts des deux peuples » et pour la création d'un État palestinien au côté d'Israël.

« Nous devons nous sortir des sables mouvants que sont les territoires palestiniens », a-t-il dit, soulignant qu'un tel retrait était une « nécessité nationale de premier plan » pour Israël.

Il a par ailleurs réaffirmé la position traditionnelle du Parti travailliste contre un retrait de Jérusalem-Est annexée, proclamant que « Jérusalem unifiée » devait rester sous souveraineté israélienne, et il a rejeté toute reconnaissance par Israël d'un droit au retour des réfugiés palestiniens de 1948.

Mercredi, le Parlement devait voter avec le soutien des travaillistes une loi pour sa dissolution, et des élections anticipées devraient être tenues en conséquence en février-mars, alors que la législature devait normalement s'achever en novembre 2006.

Selon les sondages, M. Sharon est la personnalité politique la plus populaire en Israël. Un nouveau parti du centre droit sous sa direction pourrait menacer sérieusement le Likoud, dont il fut l'un des pères fondateurs il y a plus de trois décennies.

En Conseil des ministres, M. Sharon avait laissé entendre hier qu'il poursuivrait sa collaboration avec le vice-premier ministre Shimon Peres, 82 ans, qui vient de perdre la tête du Parti travailliste, alimentant les spéculations sur un tandem entre les deux hommes à la tête d'une nouvelle formation politique.

Héma-Québec a besoin de donneurs

À l'approche de l'hiver et de la période des Fêtes, Héma-Québec commence à s'activer. La demande en sang sera accrue, et les cliniques seront plus nombreuses. D'ailleurs, mardi, aura lieu la quatrième collecte de sang de la Ville de Montréal. Elle se tiendra simultanément à l'hôtel de ville et au complexe sportif Claude-Robillard. Héma-Québec rappelle que les critères pour les éventuels donneurs ont été allégés. Ainsi, il n'y a plus d'âge limite, alors qu'auparavant les gens de 71 ans étaient exclus. De plus, grâce à des tests plus adéquats, les donneurs qui ont eu traitements d'acupuncture, des soins d'électrolyse, des tatouages, du perçage corporel ou des relations sexuelles avec des partenaires qu'ils ne connaissaient pas, n'ont plus à attendre 12 mois pour donner du sang. L'attente a été réduite à six mois.

Presse Canadienne

L'ANTI-CUBICULE.

LaReponseEst **B**.com

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2005.

3354621

la Baie

L'authentique magasin de Noël^{MC}Le mardi 22 novembre seulement.
Une autre journée d'aubaines pour les

ainés

15 % de rabais

additionnel*

Sur les prix de solde et de liquidation

15 % de rabais* sur les prix ordinaires.

mode pensée pour lui jusqu'à 40 % de rabais

40 % de rabais

- WAYNE GRETZKY et CLAIBORNE Tenues griffées pour lui
- MANTLES^{MC} Pulls en laine mérinos et en coton fin pour lui

solde 2999

40 % de rabais

Jeans CODE BLEU pour lui
Jeans pour elle aussi offerts.
Ord. 49,99 \$.

25 % de rabais

- CLARKS, NUNN BUSH, ROCKPORT, HUSH PUPPIES, FLORSHEIM et BOSTONIAN Chaussures de ville et tout-aller pour lui

Promo JOCKEY des fêtes en cours!

25 % de rabais

JOCKEY
Sous-vêtements et chaussettes pour lui
Offre en vigueur jusqu'au 11 décembre (là où la loi le permet).

30 % de rabais

- Choix de tenues griffées pour lui
- DANIEL HECHTER et ALEXANDER JULIAN Chemises tout-aller pour lui
- DOCKERS, IZOD, PACIFIC PORT, MANTLES^{MC}, HAGGAR et PERRY ELLIS PORTFOLIO Pantalons en velours côtelé pour lui
- JONES NEW YORK, TOMMY HILFINGER et GUY LAROCHE. Choix de complets, vestons sport, pantalons de ville et pardessus pour lui
- Chemises de ville et cravates pour lui

Exceptions : Jones New York et Perry Ellis Portfolio.

30 %

de rabais

Tenues

d'extérieur

pour lui

Exception : Rainforest

mode, bijoux, accessoires et davantage pour femme et enfant

2999

TISSOT. Montre et une prime
Recevez un stylo, une calculatrice ou un bracelet interchangeable à l'achat d'une montre TISSOT.

55 % de rabais

- Bagages Bridgeport d'EDDIE BAUER.
Ord. 40 \$ à 160 \$. Solde 18 \$ à 72 \$.
- California de RICARDO OF BEVERLY HILLS
Ord. 68 \$ à 280 \$. Solde 30,60 \$ à 126 \$.
- SWISS de WENGER ALPS
Ord. 75 \$ à 270 \$. Solde 33,75 \$ à 121,50 \$.
- NUNN BUSH. Chaussures confort de ville et tout-aller à semelle en gel pour lui
Ord. 109,99 \$. Solde 49,50 \$

Offre spéciale du fabricant!

50 % de rabais

Choix de bijoux en or à 10 ct et 14 ct
à perles de cultures rondes
et d'eau douce

40 % de rabais

- MANTLES^{MC}, MAC & JAC, NYGÅRD COLLECTON, NINE & CO., STYLE & CO. et LIMITED EDITION de LONDON FOG Blazers et robes pour elle
Au rayon des robes. Modèles choisis aussi en tailles petites et grandes.
- Choix de tenues griffées pour elle
- Tenues habillées pour enfant et bébé

30 % de rabais

- Soutiens-gorge mode, slips, dessous de jour et dessous chauds pour elle
- NINE & COMPANY, CORNELL, DEREK ALEXANDER et LIZ CLAIBORNE Sacs à main
Exception : articles dont le prix se termine par 99 c.
- ROCKPORT, TOMMY HILFINGER, BROWN'S LANDING, AEROSOLE, NATURALIZER, NINE & COMPANY, MADELINE et BANDOLINO Chaussures pour elle
- REEBOK, ETONIC, KANGAROOS, SPORTEK et NIKE Chaussures de sport pour tous

25 % de rabais

- Tenues de nuit et peignoirs pour elle
- Coffrets à bijoux et pendules
- CARAVELLE et BULOVA. Montres

Promo JOCKEY des fêtes en cours!

25 % de rabais

JOCKEY. Sous-vêtements, dessous, collants et chaussettes pour femme et enfant

Offre en vigueur jusqu'au 11 décembre (là où la loi le permet).

15 % de rabais

Sacs à main griffés de marques nationales

Exceptions : Kathy van Zeeland, Dooney & Bourke et Calvin Klein.

foyer

799 \$ grand lit

Après la remise postale de 100 \$
SPRING AIR
Duo-sommeil Four Seasons
Meadow à surmatelas
Ord. 1 798 \$. Solde 899 \$.

20 \$ de rabais

KRUPS
Cuit-riz en inox, 3,2 l
Ord. 119,99 \$. Maintenant 99,99 \$

50 % de rabais

Arbres de Noël choisis

25 % à 40 % de rabais

HOUSE&HOME
Literie, articles de salle de bains, oreillers, couettes et couvre-matelas

30 % de rabais

Verres à pied et articles-cadeaux en stock suivi

prix ciseaux

Prix IMBATTABLE!

899 \$

300 \$ de rabais

ARISTON

Duo-laveuse à chargement frontal

Ord. 1 199 \$

achat-choc

1999

NAUTICA
Duo d'oreillers
Prix de comparaison 52 \$.

1799 et 999

DIM
Soutien-gorge et slip mode pour elle
Prix de comparaison 36 \$ et 20 \$.

1999 et 999

OSCAR DE LA RENTA
Soutien-gorge et slip pour elle
Prix de comparaison 40 \$ et 20 \$.

1799 et 999

CALVIN KLEIN
Camisole et slip
Prix de comparaison 30 \$ et 14 \$.

50 % de rabais additionnel

Literie, serviettes, oreillers, couettes et couvre-matelas
Sur nos derniers prix étiquetés.

40 % de rabais additionnel

- Montres et bijoux à prix de liquidation
- Chaussures à prix de liquidation pour toute la famille

Sur nos derniers prix étiquetés.

30 % de rabais additionnel

- Mode griffée à prix de liquidation pour elle et lui

Exception : I.N.C et Allani.

- Tenues de nuit, chaussettes et sous-vêtements pour homme et enfant
- Collants, chaussettes, tenues de nuit, peignoirs, soutiens-gorge mode, slips et dessous de jour à prix de liquidation pour elle. Sur nos derniers prix étiquetés.

Sur nos derniers prix étiquetés.

30 % de rabais additionnel

- Mode à prix de liquidation pour enfant et bébé
- Accessoires, bagages et sacs à main à prix de liquidation

Sur nos derniers prix étiquetés.

25 % de rabais additionnel

Meubles sans suite et à prix de liquidation

Sur nos derniers prix étiquetés.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salvati, Vera Wang, Home Studio, Liz Claiborne Home, GlucksteinHome, collection olympique ceux des rayons concédés et de la Fondation Hbc et mode maison Mantles. Les mentions « ACHAT-CHOC » et « Offre spéciale de la direction » indiquent que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de l'Entrepôt du style en magasin, les quantités sont limitées. Le choix varie selon le magasin et aucuns bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

Offre des aînés : comprend les offres annoncées, les friandises et la papeterie; ne comprend pas les meubles, les duos-sommeils, les appareils électroniques, les produits cosmétiques et parfumés et les gros électroménagers. Exceptions : montres Gucci, chocolats Godiva et articles des rayons concédés. D'autres exceptions s'appliquent, précisions en magasin.

Outreau: le massacre des innocents



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS

Cette fois, le feuilleton judiciaire d'Outreau semble bel et bien terminé.

Début 2001, dans le Pas-de-Calais, un juge d'instruction en début de carrière, Fabrice Burgaud, est convaincu d'avoir mis la main sur un « réseau international de pédophilie » : c'est sur cette base qu'il enverra devant la Cour d'assises 17 adultes accusés de viols, tortures et actes de barbarie sur des enfants. De ce nombre, quatre ont avoué, et 13 clament leur innocence.

À l'arrivée, il ne reste plus rien de ce « réseau pédophile ». Seulement un huis clos familial impliquant les quatre garçons Delay, leurs parents et un couple de voisins. Les quatre qui ont avoué depuis le début.

Les autres accusés n'ont jamais rien eu à voir avec cette affaire : ils ont été victimes d'une psychose collective qui poussait des dizaines de gamins du coin à accuser n'importe quel adulte

de pédophilie. Dans un livre saisissant qu'elle avait entrepris bien avant d'être prise en otage à Bagdad en janvier 2005, et qu'elle a achevé à son retour — comme si de rien n'était —, la journaliste Florence Aubenas dresse le bilan de ce massacre des innocents.

Une catastrophe où les responsabilités sont multiples. Des assistantes sociales qui poussaient des enfants de 8 ans à la confiance, notaient toutes leurs inventions et leur suggéraient des noms.

Des « experts » qui sont venus authentifier par la suite la « sincérité » des enfants (qui ne mentent jamais) et les « tendances criminelles » de 13 innocents. Un appareil judiciaire qui a entériné pendant deux ou trois ans les mises en détention préventive, les innombrables rejets des requêtes de la défense.

Mais d'abord et avant tout un juge d'instruction qui prenait pour argent comptant les accusations les plus délirantes qui allaient dans le sens du « réseau », mais écartait tous les éléments contraires. Qui encourageait les quatre et seuls coupables à donner « des noms », et leur soufflait la réponse quand ils ne savaient pas.

À la fin, la « boulangère » ambulante était supposée avoir enfoncé des baguettes de pain dans l'anus des petits Delay

avant de les manger. L'abbé Dominique Wiel s'était livré à des actes de torture.

L'ouvrier modèle Dany Legrand dirigeait le réseau et avait des boutiques érotiques en Belgique. Où les enfants avaient été violés par des animaux, et une fillette assassinée.

Dans le box des accusés, lors du premier procès, en juin 2004, il y avait des voisins d'immeuble des Delay, comme pris au hasard, mais aussi des familiers

Une psychose collective poussait des dizaines de gamins du coin à accuser n'importe quel adulte de pédophilie.

du quartier, le chauffeur de taxi Martel, qui conduisait la famille Delay au centre commercial de Boulogne les jours des « allocations ». Mais aussi des gens qui n'avaient jamais vu les Delay de leur vie, parfois jamais mis les pieds à Outreau : Dany Legrand père, et Dany Legrand fils avaient été « embarqués » parce qu'un gamin avait mentionné « le grand Dany », on en avait donc deux pour le prix d'un, et l'huissier Marécaux traîné menotté en ville parce qu'une assistante sociale l'avait déjà connu et que le juge avait suggéré son nom à la mère Delay, principale accusatrice.

Naufrage surréaliste

À partir d'un horrible fait divers familial, impliquant huit personnes, on arrive trois ans plus tard à un naufrage humain surréaliste. Une vingtaine d'enfants en bas âge sont retirés à leurs parents, voisins ou accusés. Au moins trois couples d'innocents ont divorcé. Le prêtre-ouvrier Dominique Wiel a fait 28 mois de détention et a fait partie de la charrette des six innocents condamnés en juin

Dès le premier procès, en juin 2004 à Saint-Omer, le spectre d'une épouvantable erreur judiciaire se profilait. Ou plutôt, le dossier de l'accusation paraissait déjà délirant.

Dans ses petits souliers, le juge Burgaud maintenait vaille que vaille son travail à l'instruction. Et, pour ne pas le désavouer complètement, la Cour coupait la poire en deux : sept innocents acquittés, dont Legrand père, et six condamnés, dont Legrand fils.

Château de cartes

À la fin de cette semaine, au procès en appel à Paris, le château de cartes s'est définitivement effondré. Le jeudi, trois gamins ont reconnu avoir accusé l'abbé Wiel « parce que tout le monde le disait ». Vendredi, les époux Delay ont mis hors de cause les six accusés, voisins ou parfaits inconnus.

Myriam Badaoui Delay, mythomane et accusatrice en chef, a « demandé pardon » mais a aussi demandé « que le juge Fabrice Burgaud prenne sa part de responsabilité » pour cette instruction menée à sens unique. On ne sait pas s'il a entendu le message, car il n'a pas daigné assister au procès en appel.

Florence Aubenas, *La Méprise*, 255 pages, Le Seuil.

La gauche mise sur Hollande

AGENCE FRANCE-PRESSE

LE MANS — Les socialistes français ont surmonté ce week-end des mois de profondes déchirures et se sont rassemblés autour de leur chef, François Hollande, qui sort renforcé de leur congrès, à 17 mois de l'élection présidentielle de 2007.

Son grand rival, Laurent Fabius, qui avait bravé la ligne du parti en prônant le Non au référendum sur la Constitution européenne en mai, a pour sa part choisi de jouer cette fois le jeu de l'union. Il préserve lui aussi ses chances d'être le candidat des socialistes à la présidentielle, échéance majeure de la vie politique française.

En panne de projet, miné par des rivalités personnelles, divisé sur l'Europe depuis le référendum, le PS français devait donner l'image du rassemblement face à la droite au pouvoir. D'autant que celle-ci, sous l'impulsion du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, tire bénéfice du discours sécuritaire opposé aux émeutes qui viennent d'embraser les banlieues françaises.

Remisant leurs querelles, les trois grands courants du PS, réunis en congrès au Mans (ouest), ont adopté dans la nuit de samedi à hier un document qui fixe la ligne du parti avant les élections de 2007.

Il réclame notamment un « nouveau texte constitutionnel européen plus court et centré sur les institutions et les valeurs de l'Union », pour remplacer celui rejeté par les Français et les Néerlandais, que François Hollande a qualifié pour la première fois hier de « mort ».

Les socialistes prônent aussi dans ce texte « une Europe plus politique et plus sociale », et « fédérale ».

Après de longues négociations, la majorité « réaliste » de François Hollande proche de la social-démocratie européenne a intégré des demandes de l'aile gauche du parti, comme un salaire minimum français à 1500 euros d'ici 2012, mais sans faire de concessions majeures.

Les demandes les plus radicales, telle qu'une refondation drastique des institutions du pays réduisant les prérogatives du président de la République, ont été écartées.

L'ambiance était hier au soulagement face à la « bonne nouvelle » de la synthèse, des mots de François Hollande et Laurent Fabius.

« Le message de notre congrès est limpide. L'unité est faite », a jugé François Hollande. « Nous avons trouvé une dynamique nouvelle. Les socialistes ont fait preuve d'esprit de responsabilité », a-t-il dit.



RECONNAISSEZ-VOUS CETTE FEMME ?

**Vous gagneriez à la connaître !
C'est une biologiste à votre service.**

Elle a à cœur votre qualité de vie. Sans son expertise et celle de ses collègues, le gouvernement pourrait difficilement faire face aux défis environnementaux.

L'État québécois emploie des professionnelles et des professionnels dans de nombreux secteurs, pour le bien-être de la population. Pourtant, Monsieur Charest ne reconnaît pas la richesse de leur expertise à sa juste valeur. Son entêtement est un non-sens.

**MONSIEUR CHAREST,
DANS L'INTÉRÊT DE LA POPULATION,
IL EST NÉCESSAIRE DE S'ENTENDRE.**

SPGQ

Syndicat de professionnelles et professionnels
du gouvernement du Québec

On vous chausse pour l'hiver.

En location et à l'achat
d'une Accord ou d'un CR-V

Obtenez en prime

4 pneus

Michelin X-ICE[†]




Michelin X-ICE



Berline Accord SE
illustrée

L'Accord 2006 comprend :

- › Nouveaux pare-chocs
- › Nouveaux feux arrière
- › Nouvelle calandre
- › Système d'accélération perfectionné

 **Route :**
6,3 L/100 km**

Berline Accord
DX 2006
et
CR-V SE 2006

Prix de location

298\$*

par mois/48 mois

0\$

dépôt de sécurité

Incluant
96 000 km

Transport et préparation inclus
en location seulement.




Michelin X-ICE



CR-V SE
illustré

Le CR-V SE 2006 comprend :

- › Roues en alliage de 16 pouces
- › Phares antibrouillards avant
- › Barres marchepieds latérales
- › Porte-bagages de toit

 **Route :**
8,0 L/100 km**

hondaquebec.ca

OUI, ON A FAIT LE PLEIN 

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ hondaquebec.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2006 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Berline Accord DX (modèle CM5516E) et CR-V Édition Spéciale (modèle RD7756EX). Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Berline Accord DX (modèle CM5516E) : a) 298 \$, b) 3 731 \$, c) 18 035 \$. CR-V Édition Spéciale (modèle RD7756EX) : a) 298 \$, b) 5 679 \$, c) 19 983 \$. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **EnerGuide pour 2006 publiées par NRCan. Consommation de carburant ordinaire sans plomb. Transmission automatique pour le CR-V et transmission manuelle pour l'Accord. †4 Michelin X-ICE ou pneus de valeur équivalente. Applicable uniquement sur les modèles 2006. L'offre n'est pas transférable, monnayable ou être jumelée. Valide seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.



HONDA

MONDE

LE TOUR DU GLOBE ÉGYPTÉ : violences électorales

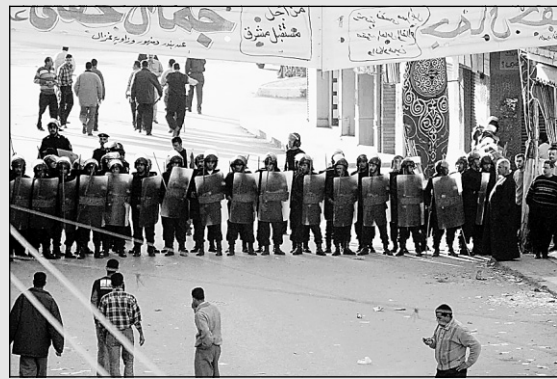


PHOTO NASSER NOURI, AP

Des escouades anti-émeute ont pris position hier en Égypte, à Damanhur notamment, à l'occasion du second tour des législatives.

Alexandrie, le grand port du nord de l'Égypte, a été le théâtre hier des pires violences en trois semaines de législatives, avec un mort et plusieurs blessés à l'arme blanche. Dès le matin, des « gros bras » recrutés par les candidats du parti au pouvoir, le Parti national démocrate (PND), ont sillonné la ville, s'en prenant aux partisans des Frères musulmans, les principaux opposants au régime. Après notamment le Caire, la capitale, le tour était venu hier à Alexandrie, deuxième ville du pays, de choisir ses députés mais la compétition a vite tourné au drame. Le second tour de cette deuxième phase aura lieu samedi prochain.

d'après AFP

IRAK : rumeurs de réconciliation

Un policier irakien, deux GI et un soldat britannique ont été tués hier en Irak, où 11 civils ont été blessés, mais une percée politique est venue du Caire avec l'annonce par la Ligue arabe d'un accord pour la tenue d'une conférence de réconciliation nationale en février. Des groupes politiques irakiens sont présents depuis deux jours à cette rencontre. Après une première journée marquée par des escarmouches, certains acteurs de la crise irakienne présents au Caire ont fait part hier de rapprochements de points de vue. Le président irakien, Jalal Talabani, s'est en outre déclaré disposé hier à discuter avec les insurgés, tandis que des rencontres entre responsables se sont multipliées en marge de la réunion, qui se tient avec la bénédiction des États-Unis.

d'après AFP

ESPAGNE : la nostalgie de Franco



PHOTO BERNAT ARMANGUE, AP

Des phalangistes ont ressorti le salut fasciste hier à Madrid pour commémorer le 30^e anniversaire de la mort de Franco.

Plusieurs centaines de nostalgiques du régime de Franco se sont réunis hier à Madrid pour le 30^e anniversaire de sa mort, le 20 novembre 1975, qui avait mis fin à l'une des plus longues dictatures en Europe. Les manifestants se sont rassemblés sur la Plaza de Oriente, juste à côté du palais royal, où la foule se rassemblait chaque année le 18 juillet pour entendre le général Francisco Franco. Agitant des drapeaux espagnols rouge et jaune ornés de l'insigne du parti phalangiste du régime de Franco, ils faisaient des saluts fascistes et criaient des insultes à l'encontre des homosexuels, des musulmans et des immigrants. Des représentants de partis d'extrême droite d'Allemagne, d'Italie et de France participaient à la manifestation. La police n'a pas voulu donner d'estimations concernant le nombre de participants, mais un policier a évalué la foule à environ un millier de personnes, ou légèrement plus.

d'après AP

VENEZUELA : nouveau drapeau national ?

Le président du Venezuela Hugo Chavez a proposé hier de modifier le drapeau national pour l'adapter à « la « révolution bolivarienne » qu'il a lancée après son arrivée au pouvoir en 1998. Au cours de son programme télévisé dominical « Alo Presidente », le président vénézuélien a suggéré d'ajouter une huitième étoile en hommage à Simon Bolivar, libérateur de l'Amérique latine face au joug espagnol. Hugo Chavez a également prôné de modifier le galop du cheval blanc figurant sur l'écusson national afin de le tourner, non plus vers la droite, mais vers la gauche, afin de symboliser le « socialisme du XXI^e siècle » que le président vénézuélien revendique. « Ce n'est pas à moi qu'il revient de prendre la décision, mais à la souveraineté de l'Assemblée nationale », a-t-il toutefois précisé, en appelant le parlement à prendre une initiative pour modifier ces symboles patriotiques après les élections législatives de décembre prochain.

d'après AFP

Une cellule présumée d'Al-Qaeda aurait été anéantie à Mossoul

D'APRÈS AP

BAGDAD / WASHINGTON – Huit membres d'une cellule présumée d'Al-Qaeda en Irak ont été tués hier à Mossoul, dans le nord de l'Irak, certaines sources n'excluant pas qu'Abou Moussab Al-Zarqaoui, considéré comme l'ennemi public numéro un de Washington et du gouvernement irakien, se trouve parmi eux.

Les forces américaines ont investi une maison dans laquelle étaient retranchés les huit hommes. Une fusillade a éclaté et les huit hommes ont trouvé la mort, certains ayant choisi de se suicider pour ne pas être capturés.

À Washington, un responsable du contre-terrorisme a expliqué que les identités des suspects n'étaient pas établies. Interrogé sur le fait qu'Al-Zarqaoui puisse figurer parmi eux, il a répondu : « Des efforts sont en cours pour déterminer s'il a été tué. » Cette source s'exprimait sous le couvert de l'anonymat en raison de l'importance potentielle de l'information.

Toutefois, on estimait « hautement improbable et pas crédible », hier soir à la Maison-Blanche, que le terroriste d'origine jordanienne soit parmi les victimes.

À Mossoul, des mesures de sécurité extraordinaires étaient toujours en vigueur

hier autour du repaire des terroristes présumés, indiquait-on de source irakienne. L'armée américaine bouclait toujours le quartier au lendemain de la bataille qui a éclaté lorsque la police irakienne et des militaires américains ont encerclé la mai-

La Maison-Blanche estime improbable que Zarqaoui se trouve parmi les victimes.

son à la suite de renseignements faisant état de la présence de membres d'Al-Qaeda en Irak.

Trois insurgés ont fait sauter des explosifs et se sont suicidés pour ne pas tomber entre les mains de l'ennemi, selon les autorités irakiennes. L'assaut a fait 11 blessés du côté américain.

Rumsfeld au créneau

À Washington entre-temps, l'administration a envoyé hier le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, en première ligne pour signifier son refus de s'incliner devant les opposants de plus en plus nombreux à la guerre en Irak.

Présent dans quatre des cinq grands rendez-vous dominicaux sur les chaînes de

télévision américaines, M. Rumsfeld a martelé le même message, voulant assurer les Américains des progrès accomplis en Irak, y compris par les forces de sécurité de ce pays, et de la nécessité d'y demeurer pour une durée indéterminée.

Le président Bush, en visite à Pékin, a également estimé hier que « partir prématurément aurait de terribles conséquences » pour l'Irak et la sécurité américaine. Et cela « n'arrivera pas sous ma présidence ». « Un retrait immédiat de nos troupes ne ferait que renforcer les terroristes », a-t-il déclaré à la presse.

M. Rumsfeld a assuré que le niveau des forces américaines en Irak ne serait pas abaissé en dessous de 138 000 hommes tant que les commandants sur le terrain ne seront pas convaincus que les forces irakiennes sont en mesure de prendre la relève pour assurer la sécurité du pays.

« Nous avons actuellement 160 000 hommes et femmes en uniforme là-bas. Une fois les élections (du 15 décembre) passées, nous devrions redescendre à 138 000. Et ensuite, ce seront les commandants sur le terrain (...) qui présenteront des recommandations en ce qui concerne d'éventuelles réductions supplémentaires des forces de la coalition », a dit M. Rumsfeld sur Fox.



PHOTO PAUL J. RICHARDS, AFP

Le président des États-Unis, George W. Bush, s'est permis un moment de détente hier, à Pékin, roulant en compagnie d'un espoir olympique chinois.

Commerce et droits de l'homme meublent le discours de Bush à Pékin

JENNIFER LOVEN
ASSOCIATED PRESS

PÉKIN – En visite pour deux jours à Pékin, le président américain George W. Bush s'est entretenu hier avec son homologue chinois, Hu Jintao, auprès duquel il a plaidé notamment pour davantage de libertés religieuses, politiques et sociales en Chine.

L'entretien s'est déroulé dans la Grande Salle du peuple, en bordure de la place Tiananmen. George W. Bush a expliqué qu'il avait pressé le président

Jintao n'a annoncé aucune réforme de la politique monétaire, et s'il a promis de limiter l'excédent commercial chinois avec les États-Unis, qui s'approche des 200 milliards de dollars (170 milliards d'euros) cette année, il n'a pas donné de détails. En revanche, Pékin a annoncé l'acquisition de 70 Boeing 737.

Les deux présidents ont cherché des solutions de « bénéfice mutuel et des résultats gagnant-gagnant », a rapporté Hu Jintao.

« Les deux parties ont exprimé leur volonté de coopérer afin de parvenir

voyage officiel aux États-Unis l'année prochaine. Cette visite était initialement prévue en septembre, mais elle a été reportée en raison de l'ouragan Katrina.

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a affirmé pour sa part que les États-Unis continueraient à évoquer la question des droits de l'Homme « très bruyamment avec le gouvernement chinois ». Elle s'est déclarée déçue de la réponse de Pékin à des requêtes de Washington, remontant au mois de septembre, concernant des cas spécifiques de dissidents qui, selon le président américain, auraient été « injustement emprisonnés ». « Nous n'avons certainement pas vu les progrès que nous espérons », a-t-elle déclaré.

Le voyage n'a toutefois pas été que sérieux. Après ses rencontres avec Hu Jintao et le premier ministre, Wen Jiabao, le président américain a profité d'une heure de détente pour aller faire du vélo avec six jeunes femmes et hommes chinois.

Cette visite de George W. Bush en Chine était sa troisième en tant que président des États-Unis. Elle constituait le point culminant d'une tournée d'une semaine en Asie, sur fond de polémique aux États-Unis concernant sa politique irakienne. Jeudi, John Murtha, ancien combattant au Vietnam et élu démocrate respecté, avait en effet présenté la première proposition officielle de retrait des soldats de l'Irak au Congrès américain, appelant au rappel des troupes d'ici six mois.

Le président des États-Unis aimerait que la Chine accueille le dalaï-lama et des leaders de l'Église catholique pour parler de libertés religieuses.

chinois de mieux traiter les organisations non gouvernementales qui oeuvrent en Chine et suggéré que le gouvernement de Pékin invite le dalaï-lama, le chef spirituel tibétain en exil, et les responsables de l'Église catholique, pour discuter des libertés religieuses.

Sur le plan économique, le président américain a obtenu de nouvelles promesses — mais pas de mesures concrètes de Pékin — d'ouvrir davantage l'énorme marché chinois aux entreprises et aux agriculteurs américains.

L'entretien ne semble pas non plus avoir permis d'avancées sur la question du yuan. Washington reproche aux autorités chinoises de maintenir leur devise à un niveau sous-évalué, ce qui avantage les exportateurs chinois. Mais Hu

progressivement à un équilibre du commerce entre la Chine et les États-Unis », a-t-il déclaré. « Les problèmes et frictions qui peuvent survenir lors de ce développement rapide du commerce bilatéral peuvent se résoudre correctement à travers des consultations ».

Si les deux hommes ont reconnu leurs différences, ils ont aussi insisté sur leur coopération en matière de lutte contre la grippe aviaire et pour persévérer la Corée du Nord de renouer à ses ambitions nucléaires. Le président américain a affirmé que la relation des États-Unis avec la Chine était importante et que « ce voyage la renforcera ».

Il a invité Hu Jintao à effectuer un

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Un pointilleux comptable



kgagnon@lapresse.ca

KATIA GAGNON

Après le coûteux métro de Laval et le désastreux chantier de la Gaspésia, le gouvernement du Québec essaie une nouvelle recette pour éviter les dépassements de coûts : engager un comptable pointilleux, avant même la première pelletée de terre, et le laisser se faire les dents sur ces ambitieux chantiers. Confrontés aux exigences de Clermont Gignac, l'homme de Québec, les patrons des futurs hôpitaux universitaires montréalais doivent s'arracher les cheveux. Mais les intérêts des contribuables seront, peut-être, mieux servis.

Personne ne pourra accuser M. Gignac de manquer de clarté. Qu'est-ce qui ne va pas dans les projets ? « Tout est trop gros », répond-il. Il y a trop de béton, trop d'équipements, trop de pieds carrés. M. Gignac n'est pas un médecin, ne connaît rien aux hôpitaux. Mais en revanche, il est évident qu'on ne lui en passe pas une devant les colonnes de chiffres.

Les hôpitaux disent qu'ils vont faire financer leurs stationnements par l'entreprise privée ? M. Gignac leur demande des plans précis. Les hôpitaux disent qu'ils vont regrouper des spécialités ? M. Gignac leur demande lesquelles. Ils ne s'entendent pas ? Le représentant du gouvernement demande à Québec de décréter un plan de partage. Pour les médecins et les gestionnaires d'hôpitaux, habitués à avoir la main haute sur les projets hospitaliers, c'est là une petite révolution.

Clermont Gignac est-il trop pointilleux ? Est-il réellement possible que des projets sur lesquels tant d'experts ont planché

affichent encore un milliard et demi en dépassements de coûts ? C'est à peine croyable : Brian Mulroney et Daniel Johnson avaient statué que les dépassements de coûts tournaient plutôt autour de 600 millions. Et en théorie, les hôpitaux devraient avoir concrétisé un certain nombre de recommandations des deux ex-premiers ministres pour contenir ces dépassements. Mais compte tenu de notre passé trouble en matière de gestion de chantier, peut-être vaut-il mieux s'assurer encore une fois que les contribuables ne se retrouveront pas devant une mauvaise surprise.

Il ne faudrait pas, cependant, retomber dans de vieilles ornières qui retarderaient encore les projets. Devant les « risques » évoqués par Clermont Gignac, le président du Collège des médecins réanime une fois de plus un vieux débat : pourquoi ne pas construire un seul centre hospitalier universitaire ? Cette question n'a plus la moindre pertinence. Pour toutes sortes de raisons, qui concernent au premier chef la culture historique de l'enseignement de la médecine au Québec, il faut construire deux hôpitaux universitaires à Montréal. N'en édifier qu'un seul reviendrait à ouvrir un nid à chicane infini, exactement le même sur lequel s'est échoué le projet de CHUM à trois têtes.

Malgré les considérations comptables de M. Gignac, qui sont tout à fait louables, certains paramètres du projet sont donc incontournables : d'abord, deux hôpitaux universitaires devront être construits. Ensuite, il serait difficile d'imaginer que ces hôpitaux comptent beaucoup moins que 700 lits. C'est à peu près le minimum, à travers le monde, pour des hôpitaux dotés d'une telle mission. Et enfin, il ne faudrait surtout pas que les considérations de M. Gignac nous poussent à rouvrir la discussion sur le site des établissements. On a consacré bien assez d'encre et de salive à ce débat.

geable pour l'économie et pour l'environnement ; c'est l'envers du développement durable.

Que faire ? Il faut d'abord investir dans le transport en commun, très déficient dans ce secteur. L'Agence métropolitaine de transport met de l'avant un projet séduisant de trains de banlieue qui relieraient Mascouche, Terrebonne et L'Assomption à l'est de l'île de Montréal, puis à la Gare centrale. Il s'agit d'un projet de 250 millions, que le gouvernement du Québec doit approuver au plus tôt.

Cependant, les trains de banlieue ne régleront pas tous les problèmes. Par exemple, ils seront inutiles pour les gens qui partent de Terrebonne et de Mascouche à destination du sud-est de l'île de Montréal. En outre, les trains de banlieue n'aident évidemment en rien le transport des marchandises. La congestion demeurera importante sur le réseau local, sur les ponts existants, sur la Métropolitaine et sur Décarie. C'est pourquoi la construction du nouveau pont de la 25, avec voie réservée pour autobus, s'impose.

Les écologistes prédisent que le prolongement de la 25 stimulera nécessairement l'étalement urbain et générera une augmentation de la circulation automobile. Cela est indéniable ; il s'agit de savoir quelle ampleur auront ces phénomènes. À cet égard, le passé n'est pas garant de l'avenir. Les tendances démographiques actuelles — vieillissement, déclin démographique — sont très différentes de celles qui ont eu cours dans la deuxième moitié du dernier siècle. Ponts, autoroutes ou pas, l'étalement urbain ralentira.

Québec doit donner le feu vert au projet de trains de banlieue entre Mascouche, L'Assomption et Montréal. Loin d'être écarté, le prolongement de la 25 doit figurer tout de suite après dans la liste des priorités du gouvernement pour le nord-est de la région de Montréal.

Demain la 25



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Le gouvernement du Québec doit se prononcer prochainement sur le prolongement de l'autoroute 25 au-dessus de la rivière des Prairies. Avec le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, qui a publié son rapport sur cette question la semaine dernière, nous croyons que le gouvernement devrait donner priorité aux projets de transport en commun actuellement à l'étude pour le nord-est de la région métropolitaine. Toutefois, contrairement aux militants écologistes, nous estimons que le prolongement de la 25 ne devrait pas être remis aux calendes grecques mais réalisé dès que le gouvernement du Québec aura les moyens.

Lorsqu'il est question d'investissements majeurs en transports, il n'est pas facile de démêler les

Le prolongement de la 25 ne devrait pas être remis aux calendes grecques.

intérêts des uns et les idéologies des autres. Il faut adopter, en cette matière, un point de vue pratique. La construction d'une autoroute n'est ni mauvaise ni bonne en soi ; il s'agit de savoir quelle solution permettra de faciliter la circulation des biens et des personnes en nuisant le moins possible à l'environnement.

La situation du transport dans le nord-est de l'agglomération est devenue intolérable. Parce qu'il n'existe pas de lien autoroutier entre la Rive-Nord et l'île dans l'est, automobiles et camions circulent au ralenti sur des voies qui n'ont pas été conçues pour un trafic aussi lourd. Cela est domma-

SOMMET DE L'APEC

Paul Martin fait la leçon à George W. Bush



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

RÉPLIQUES

Ni exploitation ni mépris

GUY GAGNON
 L'auteur est président d'Alliance Atlantis Vivafilm.

En réponse à l'article de Réjean Tremblay paru dans l'édition de mercredi dernier, nous tenons à préciser que contrairement à ce qui y est évoqué, les négociations avec la famille Richard ont été initiées par et menées conjointement avec Mme Robert. Elle a collaboré activement pour faire en sorte que les souhaits de la famille Richard soient réalisés.

L'idée de faire un film sur Maurice Richard n'est venue il y a plusieurs années mais, pour faire de ce rêve une réalité, il fallait que la qualité des créateurs soit à la hauteur du héros du film. Denise Robert était la productrice qu'il fallait. Mme Robert a travaillé pendant plus de deux ans à la production du film et n'a rien épargné pour en assurer la qualité et l'authenticité. À titre de distributeurs, nous sommes privilégiés que le film Maurice Richard ait été pris en charge par Mme Robert avec autant de passion et d'amour pour son sujet. Le film

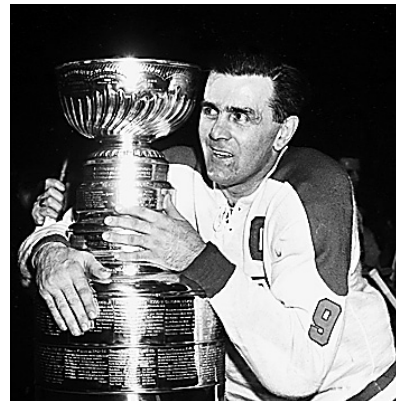


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Maurice Richard

a été fait avec tout le respect dû à son héros, et son souci était de s'assurer qu'aux yeux de la famille, le film soit à la hauteur de leur père. D'ailleurs, Mme Robert a organisé une projection privée pour la famille Richard car elle tenait à leur permettre de voir le film avant le public.

Les coûts de l'entente n'ont pas été payés seulement par Alliance, mais ont plutôt été partagés avec Cinémaginaire.

En ce qui concerne les 10 000 \$ dont il est fait mention dans l'article, il est vrai qu'elle a offert cette somme pour consulter les archives au moment où le film était en développement. À ce stade de la production, le peu de financement disponible devait servir presque entièrement à la scénarisation. La somme offerte ne concernait que les archives et n'apposait aucune valeur sur la famille ni sur ce qu'elle représentait.

Nous avons toujours travaillé ensemble à ce projet, et toujours dans le respect du héros du film. Les membres de la famille Richard nous ont confirmé qu'ils ne se sont jamais sentis ni exploités ni méprisés par la production. Il est dommage que M. Tremblay ait interprété certains éléments de façon différente.

Tant mieux !

Les membres de la famille Richard ont toujours eu l'impression qu'ils avaient négocié avec MM Gagnon et Roy. Tant mieux si Mme Denise Robert a participé aux négociations et si elle a contribué à réparer les pots cassés. Si on avait répondu à mes questions, ç'aurait été mentionné avec plaisir dans l'article. Bonne chance et que tout le monde profite de ce film, de la productrice aux distributeurs en passant par la famille et les amateurs de hockey et de cinéma.

Réjean Tremblay

Une approche positive

JOHANNE SAVARD
 L'auteure est l'ombudsman de Montréal.

M. Mario Girard, Je vous écris pour vous communiquer ma déception à la suite de votre article sur le bilan des activités de l'Ombudsman de Montréal, paru le lundi 14 novembre. Vous m'y faites dire des propos que je n'ai jamais tenus.

Durant l'interview que nous avons eue, j'ai fait ressortir le fait que la croissance du nombre de dossiers était très positive parce qu'elle démontrait que nos nombreux efforts pour faire connaître notre existence par un plus grand nombre de citoyens commencent à porter fruits. Je n'ai jamais laissé croire que cela montrait que la Ville allait mal. J'ai plutôt expliqué que les 500 demandes reçues cette année étaient minimes par rapport à la population de l'île de Montréal, qui est de 1,8 million de citoyens. Cela n'est donc pas du tout le reflet de problèmes majeurs à Montréal. Je vous ai même mentionné que le ratio m'apparaissait très bas... (.0002 % des Montréalais viennent nous voir). En outre, je n'ai jamais dit : « Voyons donc il y a des choses qui clochent ici !!! » Ce ne sont pas des mots

que j'utilise et de toute façon ce n'est pas du tout ce que je pense...

Sur la question des communautés, je n'ai jamais parlé d'une montée inquiétante du nombre de plaintes reliées à la cohabitation interculturelle et religieuse ; d'ailleurs ce serait faux de prétendre que ce soit le cas. C'est vous-même qui avez abordé cette question et j'ai répondu qu'on avait quelques plaintes, mais que, dans presque tous les cas, il s'agissait de donner un peu d'information aux gens pour qu'ils comprennent la situation et réalisent aussi que la Ville agit correctement pour tout le monde. J'ai ajouté que c'est le devoir de la Ville de Montréal d'accommoder raisonnablement les personnes qui peuvent avoir certaines habitudes différentes, tout en respectant les droits des autres citoyens...

J'ai même insisté sur le fait que Montréal avait une approche positive et inclusive pour favoriser les relations interculturelles harmonieuses et pour que les gens se sentent inclus et non exclus de la Ville et de la vie montréalaise. Je vous ai aussi longuement expliqué combien la nouvelle Charte montréalaise des droits et responsabilités était exceptionnelle sur

plusieurs aspects, en favorisant, entre autres, une participation accrue des citoyens de toutes origines dans les processus consultatifs et décisionnels et aussi au sein de la main d'oeuvre. Malheureusement, vous n'avez écrit aucun mot à ce sujet.

J'ai même fait le lien avec ce qui se passe présentement en banlieue de Paris pour dire qu'à mon avis, l'approche positive de la Ville de Montréal fait en sorte qu'on ne risque pas de vivre ici de telles actions de gens qui n'en peuvent plus de se sentir exclus... parce que l'administration montréalaise travaille fort pour faire de Montréal une ville inclusive.

Réaction incomprise

Madame Savard, Je comprends mal votre réaction. J'ai, à mon avis, fidèlement rapporté vos propos. Six pages de notes en témoignent. À propos de l'augmentation du nombre de plaintes en 2005, je vous fais dire : « Je ne crois pas que c'est parce que la Ville gère plus mal les choses. » Au sujet de la montée inquiétante (c'était mon mot, pas le vôtre) des plaintes sur la cohabitation interreligieuse, je dis que la Ville fait dans certains cas de l'éducation pour régler le problème. Bref, vous me reprochez de ne pas dire des choses qui sont justement dites. Pour ce qui est de la charte, je suis actuellement en train d'écrire un texte complet sur le sujet.

Mario Girard

FORUM

Une colère durable



pgagne@lapresse.ca
PIERRE-PAUL GAGNÉ

Grand dieu ! Même après la publication du premier rapport Gomey qui disculpe complètement Paul Martin dans le scandale des commandites, les Québécois ne décolèrent pas.

S'il faut se fier à la plupart des courriels que nous avons reçus dans les heures suivant la mise à jour budgétaire du ministre fédéral des Finances, Ralph Goodale, les Québécois sont toujours aussi fâchés contre les libéraux fédéraux. « Nous ne nous laisserons pas ainsi acheter », disent spontanément beaucoup de lecteurs de *La Presse* qui ne voient dans les mesures annoncées qu'une stratégie méprisable pour renverser la vapeur électorale.

> « Comme d'habitude, le gouvernement libéral fédéral nous a habitués à acheter les contribuables. Que ce soit au Québec avec les commandites ou dans les autres provinces avec des baisses d'impôt, je ne comprends pas qu'un peuple comme le nôtre se laisse berné par ces politiciens sans scrupule. » (André Simard)

> « Décidément, ce parti de magouilleux est absolument incapable d'un geste honnête et respectueux des électeurs. Ainsi, il faudrait être reconnaissant pour la générosité qu'il affiche ostensiblement en redonnant au peuple les milliards puisés en trop dans ses propres poches. » (Gilles Robert, Plaisance)

> « Quelle bassesse de tenter d'acheter les âmes avec de l'argent de la part de ce gouvernement libéral qui n'en est pas à sa première tentative honteuse. La dignité ne s'achète pas. L'honneur viendra à ceux qui expriment leur révolte dans l'urne pour chasser ces usurpateurs qui s'accrochent au pouvoir par tous les moyens disponibles. » (O. Zitouni)

> « Combien coûte un électeur selon les libéraux ? Encore cette bonne vieille trappe à nonos... On vous envoie un chèque qui achète votre vote ; ensuite, on découvre des problèmes financiers jusque-là inconnus. Est-ce que les électeurs sont encore assez stupides pour avaler ces vieilles couleuvres de vieux politiciens roublards qui font encore les mêmes magouilles usées des temps passés ? C'est honteux de prendre tous les électeurs pour des andouilles que l'on peut acheter si facilement. » (Laval Duquet, Lévis)

> « Ces promesses de réduction d'impôts grâce à la marge de manoeuvre du gouvernement fédéral n'impressionneront pas les électeurs qui réfléchissent. Les Canadiens se laisseront-ils acheter avec de telles promesses ? Je crois que non et voici pourquoi ! La marge de manoeuvre en question n'est pas celle des libéraux qui croient habituellement que l'argent des Canadiens leur appartient, mais bien celle du gouvernement fédéral. Alors, cette marge de manoeuvre sera toujours disponible pour le parti qui remplacera les libéraux après les prochaines élections. » (Yves Hébert)

Il y a deux semaines, j'écrivais que le dépôt du rapport du juge Gomery n'avait provoqué que bien peu de réactions chez nos lecteurs qui semblaient éprouver une certaine lassitude face au scandale. Cela est sans doute toujours vrai car, depuis ce temps, les malversations des Guité, Coffin et Brault n'ont toujours pas refait surface dans les préoccupations de nos lecteurs.

Mais voilà qu'avec le dépôt du mini-budget électoral du ministre Goodale, la grogne anti-libérale refait instantanément surface et indique clairement que la partie ne sera pas facile pour les troupes de Paul Martin au cours de la campagne électorale du temps des Fêtes, qui devrait commencer incessamment. Ce qui pose à nouveau la question de savoir si Gilles Duceppe parviendra à faire toute sa campagne électorale en surfant uniquement sur le scandale des commandites et sur l'insatisfaction anti-libérale qui en a découlé.

Il est assuré que le mini-budget du ministre Goodale était « électoral » dans le sens où nous serons en campagne électorale d'ici quelques jours. C'est donc assurément une très mauvaise nouvelle pour les libéraux que le train de mesures annoncées par M. Goodale reçoive un accueil aussi... hostile, comme en témoigne ce dernier courriel :

> « C'est le même scénario qui se répète à chaque fois : on tente d'acheter des votes à la veille des élections. Et le pire, c'est que cette stratégie fonctionne encore ! Je doute toutefois que cela parvienne à racheter la confiance des Québécois, qui aimeraient sûrement une autre forme d'action pour se laisser convaincre de l'honnêteté des libéraux. En ce qui me concerne, il faudra plus qu'une commandite de 30,3 milliards pour acheter mon vote ! » (Bruno Lavoie)



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Les jeunes *taguent* sur la pierre, le béton, la brique : n'est-ce pas là le signe de la recherche d'une certaine stabilité, en s'appropriant un territoire, pour prendre racine ? nous demande Stéphanie Rivest

Je « tague », donc je suis !

STÉPHANIE RIVEST
L'auteure est sociologue et a travaillé, en tant que conseillère en prévention de la criminalité, à la mise sur pied du projet Coalition Graffiti dans l'arrondissement Sud-Ouest de la ville de Montréal, un quartier particulièrement touché par le phénomène des graffitis.

Bien que je n'approuve pas la pratique illégale du graffiti, ma formation et mon expérience de travail auprès des jeunes m'ont permis d'acquérir une vision différente du phénomène, de celle dépeinte par Monsieur Dalfen (« Une destruction délibérée », *La Presse*, lundi 7 novembre). Le graffiti est une alternative que les jeunes se sont donnée pour répondre à leurs besoins d'identité, d'autonomie et de reconnaissance sociale. Les graffitis sont des marques de la jeunesse, une jeunesse qui exprime sa révolte et son désir désespéré de se faire entendre dans une société qui leur laisse bien peu de place.

Un *tag*, c'est un cri — « je suis là ! », un appel au secours. Pour exprimer leur sentiment d'exclusion, les jeunes laissent la trace de la seule chose qui leur appartient vraiment : leur nom. Le graffiti est l'expression que quelque chose va mal dans la société. Il exprime un malaise. Il ne s'agit donc pas juste de condamner le graffiti mais bien plutôt de le comprendre : c'est le symptôme d'un problème beaucoup plus profond que ne le laisse croire le simple geste de « graffiter » illégalement.

Le graffiti est une véritable culture, il est régi par ses normes, ses valeurs et ses traditions. Il a son histoire, ses héros, son langage. Il y a un élément initiatique important au graffiti : pour trouver une reconnaissance auprès des autres tagueurs, il faut faire circuler son nom, se faire voir, se faire reconnaître. Il y a un souci constant de se démarquer. *Taguer* est une épreuve, et c'est en ce sens que cette pratique devient une forme de rite initiatique. *Taguer*, c'est se donner une nouvelle identité, parce que celle à laquelle la société nous confine en tant que jeune ne nous convient pas. *Taguer* répond au besoin de se sentir exister, d'être valorisé, d'être inclus. La pratique illégale

Un tag, c'est un cri — « je suis là ! », un appel au secours. Pour exprimer leur sentiment d'exclusion, les jeunes laissent la trace de la seule chose qui leur appartient vraiment : leur nom.

du graffiti est indissociable de la problématique identitaire adolescente : le graffiti répond aux besoins d'affirmation et de valorisation des jeunes en leur permettant de se créer un milieu de socialisation adapté à leurs besoins. Le mur est la tribune de leur

intégration sociale. Les jeunes *taguent* sur la pierre, le béton, la brique : n'est-ce pas là le signe de la recherche d'une certaine stabilité, en s'appropriant un territoire, pour prendre racine ? Les graffitis répondent à un besoin de repères. Ce n'est pas n'importe quoi, n'importe quand, n'importe où. Le graffiti est inséparable du lieu où il s'insère ; il prend ancrage *dans* le social. Je partage la grogne des propriétaires qui voient leurs biens vandalisés ; c'est bien le problème, les jeunes ne considèrent pas que leurs graffitis sont du vandalisme. Nous avons donc un devoir en tant que société de s'interroger sur la véritable nature de ce phénomène, pour nous permettre d'imaginer des solutions adaptées aux besoins de nos jeunes qui sont au coeur de cette problématique.

Les campagnes de nettoyage ne servent à rien si elles ne sont pas soutenues par des programmes de justice réparatrice et la mise sur pied d'alternatives aux graffitis axées sur les besoins des jeunes, comme des murs qui leur sont réservés et des projets de murales supervisées. L'enjeu au coeur de cette problématique est la place des jeunes dans la société. Voilà le sens global qu'il faut donner au phénomène des graffitis : la jeunesse n'a plus que sa signature qui lui appartient vraiment, et le *tag* vient ainsi rappeler que chaque individu a droit de parole dans nos sociétés démocratiques. Le *tag* est le cri de nos jeunes et leur revendication d'existence.

» Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

Situation inacceptable

M. Pierre Martin, Aéroports de Montréal, Quelle frustration et quel spectacle désolant pour plus de 500 passagers, le dimanche 6 novembre, à 12h15, dans le nouveau hall des arrivées internationales. Ceux-ci ont dû attendre patiemment au moins 45 minutes avant de passer au guichet pour montrer leur passeport à l'officier de l'immigration et pousser un soupir de soulagement. Il n'y avait que six officiers en service et six guichets ouverts. Où étaient les autres ? En congé ? Malades ? Parce que c'était un dimanche ? Quel bel accueil pour les visiteurs de pays étrangers et quel bel exemple de savoir-faire et de coordination entre ADM et les ministères des Transports et de l'Immigration du Canada. Est-ce encore un cas où personne n'est responsable et où on se moque complètement des passagers. Cette situation est tout à fait inacceptable et ce n'est pas la première fois que cela m'arrive. Malgré le nouveau hall pour les arrivées internationales (félicitations, c'est le jour et la nuit par rapport à ce qu'il fallait subir auparavant), le « traitement » des passagers ne s'est pas amélioré. Les queues ressemblent plus aux aéroports du tiers-monde que j'ai eu l'occasion de subir à maintes reprises. Pourquoi ne mettons-nous pas plus de personnel ? Pourquoi n'y a-t-il pas des guichets réservés pour ceux qui ont un passeport canadien comme on le fait en Europe pour les Européens ?

Jean Demers
vice-président, Groupe IBR Inc.

Publicité polluante

Vendredi 11 novembre. J'étais au centre-ville de Montréal sur la rue University, au coin de Beaver-Hall, autour de 15h30, lorsqu'un gros véhicule motorisé publicitaire passa devant moi. Une fois de plus, je me dis que ce genre de publicité est inacceptable parce que tellement polluant. Quelle ne fut pas ma surprise de constater que ce véhicule faisait la promotion de la

SAQ ! Je ne comprends pas qu'une société d'État fasse de la publicité en utilisant un moyen si polluant ! C'est le gouvernement qui nous demande de faire attention à l'environnement (recycler, utiliser les transports en commun, etc.) et voilà qu'il utilise ce moyen de promotion. La SAQ utilise déjà d'autres moyens publicitaires qui sont efficaces : a-t-elle réellement besoin de celui-là ? Comment inciter les gens à se préoccuper de l'environnement si le gouvernement ne le fait pas ? Cela me semble incohérent !

Nathalie Fréchette

Une petite suggestion

Je désire commenter les nombreux problèmes que vivent les enseignants et la direction de l'école Louis-Joseph-Papineau. J'aurais une suggestion pour cette école : créer des ententes avec les différentes écoles de la CSDM et transférer les élèves qui ne fonctionnent pas. Je sais par expérience que cela se fait à petite échelle mais il faudrait généraliser cette façon de fonctionner à toutes les écoles. Je m'explique : si on ne vient pas à bout d'un élève appartenant ou pas à un gang de rue on lui dit : « Vide ton casier, demain tu fréquenteras une nouvelle école à Ville Lasalle ». À un autre : « Tu vides ton casier, demain tu débutes tes cours à Verdun ». Et ainsi de suite. Je suis persuadé que l'élève sera déstabilisé et qu'il trouvera ça moins drôle de se taper une heure d'autobus et de métro pour se rendre à sa nouvelle école à tous les matins. Dans le nouveau quartier où se trouve sa nouvelle école il y aura certainement d'autres clans mais il se tiendra « les fesses serrées » parce qu'il sera en terrain inconnu. Bien sûr, il faudra que l'école Louis-Joseph-Papineau accepte aussi de nouveaux élèves à problèmes mais ces derniers seront tout autant déstabilisés. Cette suggestion ne règle en rien le problème des gangs de rue mais elle aurait au moins le mérite d'améliorer le climat de certaines écoles à problèmes.

Louise Girard

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



imaginez, un téléviseur qui vous inonde de vie.

Imaginez un son cinématographique, une fonction DNIe™ qui rehausse l'image et un rapport de contraste de 10 000:1, un téléviseur dont le design et l'image sont aussi fascinants. Avec le téléviseur à écran plasma Samsung de 42 pouces, tout ça n'est pas difficile à imaginer. Pour de plus amples renseignements, visitez le www.samsung.ca.

